

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 958

13 avril 2012

### SOMMAIRE

DPP Luxembourg Branch .....	45942	Hydra Finance et Participations S.A. ....	45981
Genesis Group S.à r.l. ....	45984	IFP Investment Management S.A. ....	45981
Green European Venture Capital S.A. ...	45961	Immofound S.A. ....	45960
Greenvest S.A. ....	45961	Industrial Re S.A. ....	45981
Grid Luxembourg S.A. ....	45961	Jack Invest S.A. ....	45982
Groupement de Désossage Européen S.A. .....	45962	Jack Invest S.A. ....	45982
Groupement de Désossage Européen S.A. .....	45962	Jack Invest S.A. ....	45965
Grus Investments S.à r.l. ....	45962	Jack Invest S.A. ....	45982
Helios Energy Solutions (HES) S.A. ....	45979	Jack Invest S.A. ....	45982
Helma Lux S.A. ....	45980	Keros S.A. ....	45982
H.I.G. Europe - Fibercore S.à r.l. ....	45961	Kolissane Holding S.A.-SPF .....	45983
H.I.G. Europe - France III S.à r.l. ....	45963	L'atelier d'ORéliArt .....	45983
H.I.G. Europe - Synseal II S.à r.l. ....	45963	Les Iles S.A. ....	45962
H.I.G. Europe - Witex S.à r.l. ....	45964	Lombard Odier Funds .....	45983
Highland Ent VII- PRI (1) S.à r.l. ....	45980	Lombard Odier Selection .....	45983
High Sky S.A. ....	45964	Lux Angels A.s.b.l. ....	45940
H.I.G. Luxembourg Holdings Eleven S.à r.l. .....	45963	LuxCo 92 S.à r.l. ....	45982
H.I.G. Luxembourg Holdings Fifteen S.à r.l. .....	45964	Luxnetworks Telecom S.à r.l. ....	45984
H.I.G. Luxembourg Holdings Nineteen S.à r.l. ....	45964	Luxnetwork Telecom .....	45983
Hi-Q Labs .....	45979	Matterhorn S.à r.l. ....	45971
HMA-Constructions et Toiture .....	45980	Neif Ha S.à r.l. ....	45965
HMA-Constructions et Toiture .....	45981	Perrard Matériel S.A. ....	45938
Holding Lease Groupe SA .....	45981	Perrard S.A. ....	45938
Homerica Investments S.à r.l. ....	45980	Société Civile Immobilière des Artisans .....	45958
HSBC Multi Index Funds .....	45979	Société Immobilière des Artisans S.A. ...	45958
		UniGarant: Deutschland (2012) III .....	45940
		Videma S.A. ....	45984

**Perrard S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1912 Luxembourg, 94, rue du Grunewald.

R.C.S. Luxembourg B 17.228.

**Perrard Matériel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1912 Luxembourg, 94, rue du Grunewald.

R.C.S. Luxembourg B 29.804.

---

**PROJET COMMUN DE FUSION**

L'an deux mille douze, le trente mars,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1) Madame Laure SINESI, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, agissant en tant que mandataire pour le compte du conseil d'administration de PERRARD S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1912 Luxembourg, 94 Rue du Grunewald, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 17228, constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte de Maître André Prost, alors notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 17 décembre 1979, publié au Mémorial Recueil Spécial C, numéro 55 du 17 mars 1980 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, reçu en date du 29 novembre 2006, publié au Mémorial Recueil Spécial C, numéro 243 du 23 février 2007, ci-après dénommée «la Société Absorbante», en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil d'administration de la Société Absorbante en date du 26 mars 2012,

2) Madame Laure SINESI, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121 avenue de la Faïencerie, pour le compte du conseil d'administration de PERRARD MATERIEL S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1912 Luxembourg, 94 Rue du Grunewald, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 29804, constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, alors notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 30 décembre 1988, publié au Mémorial Recueil Spécial C, numéro 109 du 24 avril 1989, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, reçu en date du 29 novembre 2006, publié au Mémorial Recueil Spécial C, numéro 686 du 24 avril 2007, ci-après dénommée «la Société Absorbée», en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil d'administration de la Société Absorbée en date du 26 mars 2012.

Les copies des procès-verbaux des réunions, après avoir été signées ne varietur par la mandataire des comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter le nouveau projet commun de fusion suivant:

Le conseil d'administration de la Société Absorbée et le conseil d'administration de la Société Absorbante ont établi conformément aux articles 261 et suivants de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la «Loi»), le nouveau projet de fusion suivant (le «Projet Commun de Fusion»):

Il est proposé une fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (ensemble les «Sociétés Fusionnantes») moyennant transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée, par suite d'une dissolution sans liquidation, à la Société Absorbante conformément aux articles 278 et suivants de la Loi (la «Fusion»).

Ce nouveau Projet Commun de Fusion sera publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg au moins un mois avant la réalisation de la Fusion.

**1. Forme, Dénomination et Siège social des sociétés qui fusionnent.**

- Société Absorbante: PERRARD S.A.

Société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de trois millions d'euros (EUR 3'000'000.-) représenté par 500 (cinq cents) actions sans désignation de valeur nominale chacune, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 17.228, et ayant son siège social à L-1912 Luxembourg, 94 Rue du Grunewald.

- Société Absorbée: PERRARD MATERIEL S.A.

Société anonyme de droit luxembourgeois, au capital de cinq-cent-soixante-quinze mille euros (EUR 575'000.-) représenté par 300 (trois cents) actions sans désignation de valeur nominale chacune, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29.804, et ayant son siège social à L-1912 Luxembourg, 94 Rue du Grunewald.

**2. Actifs et Passifs apportés - Rapport d'échange.** PERRARD MATERIEL S.A. fera apport de tous ses actifs et passifs à PERRARD S.A.

En échange des apports d'actifs et passifs de la Société Absorbée, la Société Absorbante augmentera son capital, qui est à l'heure actuelle de trois millions d'euros (EUR 3'000'000.-) représenté par 500 (cinq cents) actions sans désignation de valeur nominale chacune. Sur base de la valeur nette comptable de la Société Absorbante (EUR 4'469'732,32) et de la valeur nette comptable de la Société Absorbée (EUR 805'059,13), les rapports d'échange sont en effet les suivants:

- 90 (quatre-vingt-dix) nouvelles actions de la Société Absorbante pour 300 (trois-cent) actions de la Société Absorbée.

Il résulte du rapport d'échange ci-dessus arrêté que les Actionnaires de la Société Absorbée devraient recevoir en échange des 300 (trois cents) actions composant le capital social de la Société Absorbée, 90 (quatre-vingt-dix) nouvelles actions sans désignation de valeur nominale à créer par la Société Absorbante à titre d'augmentation de capital.

Sur base de ce qui précède, l'augmentation de capital qui bénéficiera aux actionnaires de la Société Absorbée s'élèvera donc à EUR 575'000 (cinq-cent-soixante-quinze mille euros) et correspondra à la création de 90 (quatre-vingt-dix) nouvelles actions sans désignation de valeur nominale qui seront attribuées dans les proportions sus-indiquées.

Les 90 (quatre-vingt-dix) nouvelles actions sans désignation de valeur nominale émises auront les mêmes droits et avantages que les 500 (cinq cents) actions existantes sans désignation de valeur nominale et seront attribuées aux actionnaires de la Société Absorbée au prorata des actions qu'ils détiennent.

Elles donneront droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante à partir de la date de la Fusion.

Conformément à l'article 261 (2) de la Loi:

- tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme transférés à la Société Absorbante avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et tous les bénéfices faits et toutes les pertes encourues par la Société Absorbée après cette date seront réputés du point de vue comptable, comme faits et encourues au nom et pour le compte de la Société Absorbante;

- il n'y a pas de droits spéciaux accordés aux actionnaires de la Société Absorbée, ni de porteurs de titres autres que les actions, de sorte qu'aucune mesure n'a été proposée à leur égard.

- aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266 de la Loi, aux membres du conseil d'administration, ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

Conformément à l'article 266 (5) de la Loi, tous les actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée ont décidé que ni un examen du nouveau projet de fusion, ni un rapport d'expert au sens de l'article 266 de la Loi n'était requis.

**3. Date de prise d'effet de la Fusion.** La Fusion prendra effet entre les parties lorsque seront intervenues les décisions concordantes des assemblées générales de la Société Absorbée et la Société Absorbante approuvant la Fusion (la «Date d'Effet»), dont la tenue est programmée dans un délai de 4 à 8 semaines après la publication du présent Projet Commun de Fusion.

Vis-à-vis des tiers, la Fusion n'aura d'effet qu'après la publication des procès-verbaux de ces assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante sera le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**4. Documentation.** Tout actionnaire de la Société Absorbante et de la Société Absorbée pourront prendre connaissance à leur siège social respectif des documents suivants:

- le Projet Commun de Fusion;

- les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable arrêté au 31 décembre 2011 de la Société Absorbée;

- les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable arrêté au 31 décembre 2011 de la Société Absorbante.

Une copie intégrale ou partielle des documents sera délivrée à tout actionnaire sur simple demande et sans frais.

Tous les documents sociaux, dossiers et procès-verbaux de la Société Absorbée seront, après la date d'effet, conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée prévue par la Loi.

**5. Dissolution de la Société Absorbée.** La Fusion entraîne de plein droit que la Société Absorbée cessera d'exister.

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du Projet Commun de Fusion et de tous les actes, documents, et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à l'article 271 (2) de la Loi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Laure SINESI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 4 avril 2012. Relation GRE/2012/1184. Reçu douze euros 12 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés.

Junglinster, le 5 avril 2012.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2012042192/114.

(120055902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2012.

### **UniGarant: Deutschland (2012) III, Fonds Commun de Placement.**

Der Fonds UniGarant: Deutschland (2012) III (WKN A0JM4B / ISIN LU0255339094) wurde gemäß Artikel 12, Ziffer 7 des Verwaltungsreglements zum 30. März 2012 in den UniGarantExtra: Deutschland (2019) (WKN A1JPKL / ISIN LU0707763248) übertragen.

Der UniGarant: Deutschland (2012) III wurde zum selben Datum aufgelöst.

Die Verwaltungsgesellschaft erklärt die Übertragung somit für abgeschlossen.

Der abschließende Bericht kann bei der Verwaltungsgesellschaft, Union Investment Luxembourg S.A., 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, angefordert werden.

Luxemburg, im April 2012.

*Union Investment Luxembourg S.A.*

Référence de publication: 2012044333/1460/12.

### **Lux Angels A.s.b.l., Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 76, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg F 9.082.

### **STATUTS**

Entre les soussignés:

1. TZVETANOVA Violeta, assistante de traduction, 76, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg, française/bulgare, représentée par TZVETANOVA Violeta, assistante de traduction, 76, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg, française/bulgare,

2. CVETANOV Blago, économiste, designer de l'intérieur, 2, rue Panayot Volov, Pazardzhik, Bulgarie, bulgare, représenté par CVETANOV Blago, 2, rue Panayot Volov, Pazardzhik, Bulgarie, bulgare,

3. IVANOVA Ana, mannequin et gérant d'une agence de mannequins, 8, avenue St. Roman, Villa Médicis, Bloc D, 06240 Beausoleil, France, bulgare, représentée par IVANOVA Ana, mannequin et gérant d'une agence de mannequins, 8, avenue St. Roman, Villa Médicis, Bloc D, 06240 Beausoleil, France, bulgare,

4. TSVETANOVA Maryika, comptable, 29, rue Alexandar Batemberg, Pazardzhik, Bulgarie, bulgare, représenté par TSVETANOVA Maryika, comptable, 29, rue Alexandar Batemberg, Pazardzhik, Bulgarie, bulgare,

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

#### **I. Dénomination, Objet, Siège, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association porte la dénomination de Lux Angels A.s.b.l.

**Art. 2.** L'association a pour objet de soutenir et aider les enfants malades et les personnes en difficultés, de promouvoir les expressions culturelles et artistiques, produites ou inspirées des cultures du monde entier (arts contemporains, expositions à différents thèmes, mode) et organiser des événements.

Slogan de l'association: «Tends la main, donne de l'amour!»

**Art. 3.** L'association a son siège social à Luxembourg, 76, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

**Art. 4.** La durée de l'association est indéterminée.

#### **II. Exercice social**

**Art. 5.** L'exercice social coïncide avec l'année civile.

#### **III. Membres**

**Art. 6.** Peut devenir membre effectif de l'association:

Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

**Art. 7.** Le nombre minimum des membres associés est de trois.

**Art. 8.** Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire tout associé qui, après mise en demeure lui envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 30 jours à partir de l'envoi de la mise en demeure.

**Art. 9.** Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration

- en cas d'infraction grave aux présents statuts,
- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constaté par le conseil d'administration.

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

#### IV. Assemblée générale

**Art. 10.** L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association, ensemble avec l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit pareillement sur demande d'un cinquième des membres de l'association.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre à l'aide d'une procuration écrite.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

**Art. 11.** Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

#### V. Administration

**Art. 12.** L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 4 membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.

La durée de leur mandat est de 3 ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier.

Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

**Art. 13.** Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président.

Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié.

**Art. 14.** Les signatures du Président ou du Vice-Président de l'Asbl peuvent engager l'association.

**Art. 15.** Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

#### IV. Contributions et Cotisations

**Art. 16.** Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'Association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

**Art. 17.** La cotisation annuelle maxima pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.

#### VII. Mode d'établissement des comptes

**Art. 18.** Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

#### VIII. Modification des statuts

**Art. 19.** L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

**Art. 20.** Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

### IX. Dissolution et liquidation

**Art. 21.** La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

**Art. 22.** En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

### X. Dispositions finales

**Art. 23.** Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Référence de publication: 2012042831/98.

(120055990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2012.

#### DPP Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 167.255.

—  
Certificate of incorporation

Companies Act

Registry Number:

3260789

Name of Company:

3260789 NOVA SCOTIA COMPANY

I hereby certify that the above-mentioned company was incorporated this date under the Companies Act and that the liability of the members is unlimited.

February 8, 2012.

Signature

*Agent of the Registrar of Joint Stock Companies*

#### MEMORANDUM OF ASSOCIATION

OF

3260789 NOVA SCOTIA COMPANY

1. The name of the Company is 3260789 Nova Scotia Company.
2. There are no restrictions on the objects and powers of the Company and the Company shall expressly have the following powers:
  - (1) to sell or dispose of its undertaking, or a substantial part thereof;
  - (2) to distribute any of its property in specie among its members; and
  - (3) to amalgamate with any company or other body of persons.
3. The liability of the members is unlimited.

I, the undersigned, whose name and address are subscribed, am desirous of being formed into a company in pursuance of this Memorandum of Association, and I agree to take the number and kind of shares in the capital stock of the Company written below my name.

Name of subscriber: Charles S. Reagh  
900-1959 Upper Water Street, Halifax, NS B3J 3N2

Number of shares subscribed: One common share

TOTAL SHARES TAKEN: One common share

Dated this 8<sup>th</sup> day of February, 2012.

Witness to above signature:

Name of witness: Amy Smith  
900-1959 Upper Water Street, Halifax, NS B3J 3N2

Occupation: Law Clerk

FILED ELECTRONICALLY

in the computer records maintained by the Registry of Joint Stock Companies

FEB 08 2012

Stewart McKelvey

ARTICLES OF ASSOCIATION  
OF  
3260789 NOVA SCOTIA COMPANY

**Interpretation**

1. In these Articles, unless there be something in the subject or context inconsistent therewith:
  - (1) "Act" means the Companies Act (Nova Scotia);
  - (2) "Articles" means these Articles of Association of the Company and all amendments hereto;
  - (3) "Company" means the company named above;
  - (4) "director" means a director of the Company;
  - (5) "Memorandum" means the Memorandum of Association of the Company and all amendments thereto;
  - (6) "month" means calendar month;
  - (7) "Office" means the registered office of the Company;
  - (8) "person" includes a body corporate;
  - (9) "proxyholder" includes an alternate proxyholder;
  - (10) "Register" means the register of members kept pursuant to the Act, and where the context permits includes a branch register of members;
  - (11) "Registrar" means the Registrar as defined in the Act;
  - (12) "Secretary" includes any person appointed to perform the duties of the Secretary temporarily;
  - (13) "shareholder" means member as that term is used in the Act in connection with an unlimited company having share capital and as that term is used in the Memorandum;
  - (14) "special resolution" has the meaning assigned by the Act;
  - (15) "in writing" and "written" includes printing, lithography and other modes of representing or reproducing words in visible form;
  - (16) words importing number or gender include all numbers and genders unless the context otherwise requires.
2. The regulations in Table A in the First Schedule to the Act shall not apply to the Company.
3. The directors may enter into and carry into effect or adopt and carry into effect any agreement made by the promoters of the Company on behalf of the Company and may agree to any modification in the terms of any such agreement, either before or after its execution.
4. The directors may, out of the funds of the Company, pay all expenses incurred for the incorporation and organization of the Company.
5. The Company may commence business on the day following incorporation or so soon thereafter as the directors think fit, notwithstanding that part only of the shares has been allotted.

**Shares**

6. The Company is authorized to issue an unlimited number of common shares without nominal or par value and an unlimited number of Class A preferred shares without nominal or par value, having the rights, restrictions, conditions and limitations set out in Annex 1 hereto, with the power to divide the shares in the capital for the time being into classes or series and to attach thereto respectively any preferred, deferred or qualified rights, privileges or conditions, including restrictions on voting rights and including redemption, purchase and other acquisition of such shares, subject, however, to the provisions of the Act.
7. The directors shall control the shares and, subject to the provisions of these Articles, may allot or otherwise dispose of them to such person at such times, on such terms and conditions and, if the shares have a par value, either at a premium or at par, as they think fit.
8. The directors may pay on behalf of the Company a reasonable commission to any person in consideration of subscribing or agreeing to subscribe (whether absolutely or conditionally) for any shares in the Company, or procuring or agreeing to procure subscriptions (whether absolute or conditional) for any shares in the Company. Subject to the Act, the commission may be paid or satisfied in shares of the Company.
9. On the issue of shares the Company may arrange among the holders thereof differences in the calls to be paid and in the times for their payment.
10. If the whole or part of the allotment price of any shares is, by the conditions of their allotment, payable in instalments, every such instalment shall, when due, be payable to the Company by the person who is at such time the registered holder of the shares.
11. Shares may be registered in the names of joint holders not exceeding three in number.
12. Joint holders of a share shall be jointly and severally liable for the payment of all instalments and calls due in respect of such share. On the death of one or more joint holders of shares the survivor or survivors of them shall alone be recognized by the Company as the registered holder or holders of the shares.

13. Save as herein otherwise provided, the Company may treat the registered holder of any share as the absolute owner thereof and accordingly shall not, except as ordered by a court of competent jurisdiction or required by statute, be bound to recognize any equitable or other claim to or interest in such share on the part of any other person.

#### **Private issuer**

14. No security issued by the Company, other than a non-convertible debt security, may be transferred, except

(1) with the consent of the directors of the Company expressed by a resolution of the directors or by a document in writing signed by a majority of the directors; or

(2) with the consent of the holders of the shares entitled to vote at an ordinary general meeting expressed by a resolution of the holders of those shares or by a document in writing signed by the holders of the majority of those shares.

The Company shall not register any other purported transfer of securities. In this Article the term "security" includes any security within the meaning of such term in the Securities Act (Nova Scotia) or regulations or rules made pursuant thereto, as the same may be amended from time to time,

#### *Certificates*

15. Certificates of title to shares shall comply with the Act and may otherwise be in such form as the directors may from time to time determine. Unless the directors otherwise determine, every certificate of title to shares shall be signed manually by at least one of the Chairman, President, Secretary, Treasurer, a vice-president, an assistant secretary, any other officer of the Company or any director of the Company or by or on behalf of a share registrar transfer agent or branch transfer agent appointed by the Company or by any other person whom the directors may designate. When signatures of more than one person appear on a certificate all but one may be printed or otherwise mechanically reproduced. All such certificates when signed as provided in this Article shall be valid and binding upon the Company. If a certificate contains a printed or mechanically reproduced signature of a person, the Company may issue the certificate, notwithstanding that the person has ceased to be a director or an officer of the Company and the certificate is as valid as if such person were a director or an officer at the date of its issue.

16. Except as the directors may determine, each shareholder's shares may be evidenced by any number of certificates so long as the aggregate of the shares stipulated in such certificates equals the aggregate registered in the name of the shareholder.

17. Where shares are registered in the names of two or more persons, the Company shall not be bound to issue more than one certificate or set of certificates, and such certificate or set of certificates shall be delivered to the person first named on the Register.

18. Any certificate that has become worn, damaged or defaced may, upon its surrender to the directors, be cancelled and replaced by a new certificate. Any certificate that has become lost or destroyed may be replaced by a new certificate upon proof of such loss or destruction to the satisfaction of the directors and the furnishing to the Company of such undertakings of indemnity as the directors deem adequate.

19. The sum of one dollar or such other sum as the directors from time to time determine shall be paid to the Company for every certificate other than the first certificate issued to any holder in respect of any share or shares.

20. The directors may cause one or more branch Registers of shareholders to be kept in any place or places, whether inside or outside of Nova Scotia.

#### **Calls**

21. The directors may make such calls upon the shareholders in respect of all amounts unpaid on the shares held by them respectively and not made payable at fixed times by the conditions on which such shares were allotted, and each shareholder shall pay the amount of every call so made to the person and at the times and places appointed by the directors. A call may be made payable by instalments.

22. A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the directors authorizing such call was passed,

23. At least 14 days' notice of any call shall be given, and such notice shall specify the time and place at which and the person to whom such call shall be paid.

24. If the sum payable in respect of any call or instalment is not paid on or before the day appointed for the payment thereof, the holder for the time being of the share in respect of which the call has been made or the instalment is due shall pay interest on such call or instalment at the rate of 9% per year or such other rate of interest as the directors may determine from the day appointed for the payment thereof up to the time of actual payment.

25. At the trial or hearing of any action for the recovery of any amount due for any call, it shall be sufficient to prove that the name of the shareholder sued is entered on the Register as the holder or one of the holders of the share or shares in respect of which such debt accrued, that the resolution making the call is duly recorded in the minute book and that such notice of such call was duly given to the shareholder sued in pursuance of these Articles. It shall not be necessary to prove the appointment of the directors who made such call or any other matters whatsoever and the proof of the matters stipulated shall be conclusive evidence of the debt.



### **Forfeiture of shares**

26. If any shareholder fails to pay any call or instalment on or before the day appointed for payment, the directors may at any time thereafter while the call or instalment remains unpaid serve a notice on such shareholder requiring payment thereof together with any interest that may have accrued and all expenses that may have been incurred by the Company by reason of such non-payment.

27. The notice shall name a day (not being less than 14 days after the date of the notice) and a place or places on and at which such call or instalment and such interest and expenses are to be paid. The notice shall also state that, in the event of non-payment on or before the day and at the place or one of the places so named, the shares in respect of which the call was made or instalment is payable will be liable to be forfeited.

28. If the requirements of any such notice are not complied with, any shares in respect of which such notice has been given may at any time thereafter, before payment of all calls or instalments, interest and expenses due in respect thereof, be forfeited by a resolution of the directors to that effect. Such forfeiture shall include all dividends declared in respect of the forfeited shares and not actually paid before the forfeiture.

29. When any share has been so forfeited, notice of the resolution shall be given to the shareholder in whose name it stood immediately prior to the forfeiture and an entry of the forfeiture shall be made in the Register.

30. Any share so forfeited shall be deemed the property of the Company and the directors may sell, re-allot or otherwise dispose of it in such manner as they think fit.

31. The directors may at any time before any share so forfeited has been sold, re-allotted or otherwise disposed of, annul the forfeiture thereof upon such conditions as they think fit.

32. Any shareholder whose shares have been forfeited shall nevertheless be liable to pay and shall forthwith pay to the Company all calls, instalments, interest and expenses owing upon or in respect of such shares at the time of the forfeiture together with interest thereon at the rate of 9% per year or such other rate of interest as the directors may determine from the time of forfeiture until payment. The directors may enforce such payment if they think fit, but are under no obligation to do so.

33. A certificate signed by the Secretary stating that a share has been duly forfeited on a specified date in pursuance of these Articles and the time when it was forfeited shall be conclusive evidence of the facts therein stated as against any person who would have been entitled to the share but for such forfeiture.

#### *Lien on shares*

34. The Company shall have a first and paramount lien upon all shares (other than fully paid-up shares) registered in the name of a shareholder (whether solely or jointly with others) and upon the proceeds from the sale thereof for debts, liabilities and other engagements of the shareholder, solely or jointly with any other person, to or with the Company, whether or not the period for the payment, fulfilment or discharge thereof has actually arrived, and such lien shall extend to all dividends declared in respect of such shares. Unless otherwise agreed, the registration of a transfer of shares shall operate as a waiver of any lien of the Company on such shares.

35. For the purpose of enforcing such lien the directors may sell the shares subject to it in such manner as they think fit, but no sale shall be made until the period for the payment, fulfilment or discharge of such debts, liabilities or other engagements has arrived, and until notice in writing of the intention to sell has been given to such shareholder or the shareholder's executors or administrators and default has been made by them in such payment, fulfilment or discharge for seven days after such notice.

36. The net proceeds of any such sale after the payment of all costs shall be applied in or towards the satisfaction of such debts, liabilities or engagements and the residue, if any, paid to such shareholder.

#### *Validity of sales*

37. Upon any sale after forfeiture or to enforce a lien in purported exercise of the powers given by these Articles the directors may cause the purchaser's name to be entered in the Register in respect of the shares sold, and the purchaser shall not be bound to see to the regularity of the proceedings or to the application of the purchase money, and after the purchaser's name has been entered in the Register in respect of such shares the validity of the sale shall not be impeached by any person and the remedy of any person aggrieved by the sale shall be in damages only and against the Company exclusively.

#### *Transfer of shares*

38. The instrument of transfer of any share in the Company shall be signed by the transferor. The transferor shall be deemed to remain the holder of such share until the name of the transferee is entered in the Register in respect thereof and shall be entitled to receive any dividend declared thereon before the registration of the transfer.

39. The instrument of transfer of any share shall be in writing in the following form or to the following effect:

For value received, ... hereby sell, assign, and transfer unto ..., ... shares in the capital of the Company represented by the within certificate, and do hereby irrevocably constitute and appoint ... attorney to transfer such shares on the books of the Company with full power of substitution in the premises.

Dated the ... day of.....

Witness:

40. The directors may, without assigning any reason therefor, decline to register any transfer of shares

(1) not fully paid-up or upon which the Company has a lien, or

(2) the transfer of which is restricted by any agreement to which the Company is a party.

41. Every instrument of transfer shall be left for registration at the Office of the Company, or at any office of its transfer agent where a Register is maintained, together with the certificate of the shares to be transferred and such other evidence as the Company may require to prove title to or the right to transfer the shares.

42. The directors may require that a fee determined by them be paid before or after registration of any transfer.

43. Every instrument of transfer shall, after its registration, remain in the custody of the Company. Any instrument of transfer that the directors decline to register shall, except in case of fraud, be returned to the person who deposited it.

#### **Transmission of shares**

44. The executors or administrators of a deceased shareholder (not being one of several joint holders) shall be the only persons recognized by the Company as having any title to the shares registered in the name of such shareholder. When a share is registered in the names of two or more joint holders, the survivor or survivors or the executors or administrators of the deceased shareholder, shall be the only persons recognized by the Company as having any title to, or interest in, such share.

45. Notwithstanding anything in these Articles, if the Company has only one shareholder (not being one of several joint holders) and that shareholder dies, the executors or administrators of the deceased shareholder shall be entitled to register themselves in the Register as the holders of the shares registered in the name of the deceased shareholder whereupon they shall have all the rights given by these Articles and by law to shareholders.

46. Any person entitled to shares upon the death or bankruptcy of any shareholder or in any way other than by allotment or transfer, upon producing such evidence of entitlement as the directors require, may be registered as a shareholder in respect of such shares, or may, without being registered, transfer such shares subject to the provisions of these Articles respecting the transfer of shares. The directors shall have the same right to refuse registration as if the transferee were named in an ordinary transfer presented for registration.

#### **Surrender of shares**

47. The directors may accept the surrender of any share by way of compromise of any question as to the holder being properly registered in respect thereof. Any share so surrendered may be disposed of in the same manner as a forfeited share.

#### **Increase and Reduction of capital**

48. Subject to the Act, the shareholders may by special resolution amend these Articles to increase or alter the share capital of the Company as they think expedient. Without prejudice to any special rights previously conferred on the holders of existing shares, any share may be issued with such preferred, deferred or other special rights, or with such restrictions, whether in regard to dividends, voting, return of share capital or otherwise, as the shareholders may from time to time determine by special resolution. Except as otherwise provided by the conditions of issue, or by these Articles, any capital raised by the creation of new shares shall be considered part of the original capital and shall be subject to the provisions herein contained with reference to payment of calls and instalments, transfer and transmission, forfeiture, lien and otherwise.

49. The Company may, by special resolution where required, reduce its share capital in any way and with and subject to any incident authorized and consent required by law. Subject to the Act and any provisions attached to such shares, the Company may redeem, purchase or acquire any of its shares and the directors may determine the manner and the terms for redeeming, purchasing or acquiring such shares and may provide a sinking fund on such terms as they think fit for the redemption, purchase or acquisition of shares of any class or series.

#### **Meetings and Voting by class or series**

50. Where the holders of shares of a class or series have, under the Act, the terms or conditions attaching to such shares or otherwise, the right to vote separately as a class in respect of any matter then, except as provided in the Act, these Articles or such terms or conditions, all the provisions in these Articles concerning general meetings (including, without limitation, provisions respecting notice, quorum and procedure) shall, mutatis mutandis, apply to every meeting of holders of such class or series of shares convened for the purpose of such vote.

51. Unless the rights, privileges, terms or conditions attached to a class or series of shares provide otherwise, such class or series of shares shall not have the right to vote separately as a class or series upon an amendment to the Memorandum or Articles to:

(1) increase or decrease any maximum number of authorized shares of such class or series, or increase any maximum number of authorized shares of a class or series having rights or privileges equal or superior to the shares of such class or series;

- (2) effect an exchange, reclassification or cancellation of all or part of the shares of such class or series; or
- (3) create a new class or series of shares equal or superior to the shares of such class or series.

### **Borrowing powers**

52. The directors on behalf of the Company may:

- (1) raise or borrow money for the purposes of the Company or any of them;
- (2) secure, subject to the sanction of a special resolution where required by the Act, the repayment of funds so raised or borrowed in such manner and upon such terms and conditions in all respects as they think fit, and in particular by the execution and delivery of mortgages of the Company's real or personal property, or by the issue of bonds, debentures or other securities of the Company secured by mortgage or other charge upon all or any part of the property of the Company, both present and future including its uncalled capital for the time being;
- (3) sign or endorse bills, notes, acceptances, cheques, contracts, and other evidence of or securities for funds borrowed or to be borrowed for the purposes aforesaid;
- (4) pledge debentures as security for loans;
- (5) guarantee obligations of any person.

53. Bonds, debentures and other securities may be made assignable, free from any equities between the Company and the person to whom such securities were issued.

54. Any bonds, debentures and other securities may be issued at a discount, premium or otherwise and with special privileges as to redemption, surrender, drawings, allotment of shares, attending and voting at general meetings of the Company, appointment of directors and other matters.

### **General meetings**

55. Ordinary general meetings of the Company shall be held at least once in every calendar year at such time and place as may be determined by the directors and not later than 15 months after the preceding ordinary general meeting. All other meetings of the Company shall be called special general meetings. Ordinary or special general meetings may be held either within or without the Province of Nova Scotia.

56. The President, a vice-president or the directors may at any time convene a special general meeting, and the directors, upon the requisition of shareholders in accordance with the Act shall forthwith proceed to convene such meeting or meetings to be held at such time and place or times and places as the directors determine.

57. The requisition shall state the objects of the meeting requested, be signed by the requisitionists and deposited at the Office of the Company. It may consist of several documents in like form each signed by one or more of the requisitionists.

58. At least seven clear days' notice, or such longer period of notice as may be required by the Act, of every general meeting, specifying the place, day and hour of the meeting and, when special business is to be considered, the general nature of such business, shall be given to the shareholders entitled to be present at such meeting by notice given as permitted by these Articles. With the consent in writing of all the shareholders entitled to vote at such meeting, a meeting may be convened by a shorter notice and in any manner they think fit, or notice of the time, place and purpose of the meeting may be waived by all of the shareholders.

59. When it is proposed to pass a special resolution, the two meetings may be convened by the same notice, and it shall be no objection to such notice that it only convenes the second meeting contingently upon the resolution being passed by the requisite majority at the first meeting.

60. The accidental omission to give notice to a shareholder, or non-receipt of notice by a shareholder, shall not invalidate any resolution passed at any general meeting.

### **Record dates**

61. (1) The directors may fix in advance a date as the record date for the determination of shareholders
- (a) entitled to receive payment of a dividend or entitled to receive any distribution;
  - (b) entitled to receive notice of a meeting; or
  - (c) for any other purpose.
- (2) If no record date is fixed, the record date for the determination of shareholders
- (a) entitled to receive notice of a meeting shall be the day immediately preceding the day on which the notice is given, or, if no notice is given, the day on which the meeting is held; and
  - (b) for any other purpose shall be the day on which the directors pass the resolution relating to the particular purpose.

### **Proceedings at general meetings**

62. The business of an ordinary general meeting shall be to receive and consider the financial statements of the Company and the report of the directors and the report, if any, of the auditors, to elect directors in the place of those retiring and to transact any other business which under these Articles ought to be transacted at an ordinary general meeting.

63. No business shall be transacted at any general meeting unless the requisite quorum is present at the commencement of the business. A corporate shareholder of the Company that has a duly authorized agent or representative present at any such meeting shall for the purpose of this Article be deemed to be personally present at such meeting.

64. One person, being a shareholder, proxyholder or representative of a corporate shareholder, present and entitled to vote shall constitute a quorum for a general meeting, and may hold a meeting.

65. The Chairman shall be entitled to take the chair at every general meeting or, if there be no Chairman, or if the Chairman is not present within 15 minutes after the time appointed for holding the meeting, the President or, failing the President, a vice-president shall be entitled to take the chair. If the Chairman, the President or a vice-president is not present within 15 minutes after the time appointed for holding the meeting or if all such persons present decline to take the chair, the shareholders present entitled to vote at the meeting shall choose another director as chairman and if no director is present or if all the directors present decline to take the chair, then such shareholders shall choose one of their number to be chairman.

66. If within half an hour from the time appointed for a general meeting a quorum is not present, the meeting, if it was convened pursuant to a requisition of shareholders, shall be dissolved; if it was convened in any other way, it shall stand adjourned to the same day, in the next week, at the same time and place. If at the adjourned meeting a quorum is not present within half an hour from the time appointed for the meeting, the shareholders present shall be a quorum and may hold the meeting.

67. Subject to the Act, at any general meeting a resolution put to the meeting shall be decided by a show of hands unless, either before or on the declaration of the result of the show of hands, a poll is demanded by the chairman, a shareholder or a proxyholder; and unless a poll is so demanded, a declaration by the chairman that the resolution has been carried, carried by a particular majority, lost or not carried by a particular majority and an entry to that effect in the Company's book of proceedings shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour or against such resolution.

68. When a poll is demanded, it shall be taken in such manner and at such time and place as the chairman directs, and either at once or after an interval or adjournment or otherwise. The result of the poll shall be the resolution of the meeting at which the poll was demanded. The demand of a poll may be withdrawn. When any dispute occurs over the admission or rejection of a vote, it shall be resolved by the chairman and such determination made in good faith shall be final and conclusive.

69. The chairman shall not have a casting vote in addition to any vote or votes that the Chairman has as a shareholder.

70. The chairman of a general meeting may with the consent of the meeting adjourn the meeting from time to time and from place to place, but no business shall be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting that was adjourned.

71. Any poll demanded on the election of a chairman or on a question of adjournment shall be taken forthwith without adjournment.

72. The demand of a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than the question on which a poll has been demanded.

#### **Votes of shareholders**

73. Subject to the Act and to any provisions attached to any class or series of shares concerning or restricting voting rights:

(1) on a show of hands every shareholder present in person, every duly authorized representative of a corporate shareholder, and, if not prevented from voting by the Act, every proxyholder, shall have one vote; and

(2) on a poll every shareholder present in person, every duly authorized representative of a corporate shareholder, and every proxyholder, shall have one vote for every share held;

whether or not such representative or proxyholder is a shareholder.

74. Any person entitled to transfer shares upon the death or bankruptcy of any shareholder or in any way other than by allotment or transfer may vote at any general meeting in respect thereof in the same manner as if such person were the registered holder of such shares so long as the directors are satisfied at least 48 hours before the time of holding the meeting of such person's right to transfer such shares.

75. Where there are joint registered holders of any share, any of such holders may vote such share at any meeting, either personally or by proxy, as if solely entitled to it. If more than one joint holder is present at any meeting, personally or by proxy, the one whose name stands first on the Register in respect of such share shall alone be entitled to vote it. Several executors or administrators of a deceased shareholder in whose name any share stands shall for the purpose of this Article be deemed joint holders thereof.

76. Votes may be cast either personally or by proxy or, in the case of a corporate shareholder by a representative duly authorized under the Act.

77. A proxy shall be in writing and executed in the manner provided in the Act. A proxy or other authority of a corporate shareholder does not require its seal.

78. A shareholder of unsound mind in respect of whom an order has been made by any court of competent jurisdiction may vote by guardian or other person in the nature of a guardian appointed by that court, and any such guardian or other person may vote by proxy.

79. A proxy and the power of attorney or other authority, if any, under which it is signed or a notarially certified copy of that power or authority shall be deposited at the Office of the Company or at such other place as the directors may direct. The directors may, by resolution, fix a time not exceeding 48 hours excluding Saturdays and holidays preceding any meeting or adjourned meeting before which time proxies to be used at that meeting must be deposited with the Company at its Office or with an agent of the Company. Notice of the requirement for depositing proxies shall be given in the notice calling the meeting. The chairman of the meeting shall determine all questions as to validity of proxies and other instruments of authority.

80. A vote given in accordance with the terms of a proxy shall be valid notwithstanding the previous death of the principal, the revocation of the proxy, or the transfer of the share in respect of which the vote is given, provided no intimation in writing of the death, revocation or transfer is received at the Office of the Company before the meeting or by the chairman of the meeting before the vote is given.

81. Every form of proxy shall comply with the Act and its regulations and subject thereto may be in the following form:

I, ... of ... being a shareholder of ... hereby appoint ... of ... (or failing him/her ... of ...) as my proxyholder to attend and to vote for me and on my behalf at the ordinary/special general meeting of the Company, to be held on the ... day of... and at any adjournment thereof, or at any meeting of the Company which may be held prior to [insert specified date or event].

[If the proxy is solicited by or behalf of the management of the Company, insert a statement to that effect.]

Dated this ... day of ..., ... .

...

Shareholder

82. Subject to the Act, no shareholder shall be entitled to be present or to vote on any question, either personally or by proxy, at any general meeting or be reckoned in a quorum while any call is due and payable to the Company in respect of any of the shares of such shareholder.

83. Any resolution passed by the directors, notice of which has been given to the shareholders in the manner in which notices are hereinafter directed to be given and which is, within one month after it has been passed, ratified and confirmed in writing by shareholders entitled on a poll to three-fifths of the votes, shall be as valid and effectual as a resolution of a general meeting. This Article shall not apply to a resolution for winding up the Company or to a resolution dealing with any matter that by statute or these Articles ought to be dealt with by a special resolution or other method prescribed by statute.

84. A resolution, including a special resolution, in writing and signed by every shareholder who would be entitled to vote on the resolution at a meeting is as valid as if it were passed by such shareholders at a meeting and satisfies all of the requirements of the Act respecting meetings of shareholders.

### Directors

85. Unless otherwise determined by resolution of shareholders, the number of directors shall not be less than one or more than ten.

86. Notwithstanding anything herein contained the subscribers to the Memorandum shall be the first directors of the Company.

87. The directors may be paid out of the funds of the Company as remuneration for their service such sums, if any, as the Company may by resolution of its shareholders determine, and such remuneration shall be divided among them in such proportions and manner as the directors determine. The directors may also be paid their reasonable travelling, hotel and other expenses incurred in attending meetings of directors and otherwise in the execution of their duties as directors.

88. The continuing directors may act notwithstanding any vacancy in their body, but if their number falls below the minimum permitted, the directors shall not, except in emergencies or for the purpose of filling vacancies, act so long as their number is below the minimum.

89. A director may, in conjunction with the office of director, and on such terms as to remuneration and otherwise as the directors arrange or determine, hold any other office or place of profit under the Company or under any company in which the Company is a shareholder or is otherwise interested.

90. The office of a director shall ipso facto be vacated, if the director:

- (1) becomes bankrupt or makes an assignment for the benefit of creditors;
- (2) is, or is found by a court of competent jurisdiction to be, of unsound mind;
- (3) by notice in writing to the Company, resigns the office of director; or
- (4) is removed in the manner provided by these Articles.

91. No director shall be disqualified by holding the office of director from contracting with the Company, either as vendor, purchaser, or otherwise, nor shall any such contract, or any contract or arrangement entered into or proposed to be entered into by or on behalf of the Company in which any director is in any way interested, either directly or indirectly, be avoided, nor shall any director so contracting or being so interested be liable to account to the Company for any profit realized by any such contract or arrangement by reason only of such director holding that office or of the fiduciary relations thereby established, provided the director makes a declaration or gives a general notice in accordance with the Act. No director shall, as a director, vote in respect of any contract or arrangement in which the director is so interested, and if the director does so vote, such vote shall not be counted. This prohibition may at any time or times be suspended or relaxed to any extent by a resolution of the shareholders and shall not apply to any contract by or on behalf of the Company to give to the directors or any of them any security for advances or by way of indemnity.

#### **Election of directors**

92. At the dissolution of every ordinary general meeting at which their successors are elected, all the directors shall retire from office and be succeeded by the directors elected at such meeting. Retiring directors shall be eligible for re-election.

93. If at any ordinary general meeting at which an election of directors ought to take place no such election takes place, or if no ordinary general meeting is held in any year or period of years, the retiring directors shall continue in office until their successors are elected.

94. The Company may by resolution of its shareholders elect any number of directors permitted by these Articles and may determine or alter their qualification.

95. The Company may, by special resolution or in any other manner permitted by statute, remove any director before the expiration of such director's period of office and may, if desired, appoint a replacement to hold office during such time only as the director so removed would have held office.

96. The directors may appoint any other person as a director so long as the total number of directors does not at any time exceed the maximum number permitted. No such appointment, except to fill a casual vacancy, shall be effective unless two-thirds of the directors concur in it. Any casual vacancy occurring among the directors may be filled by the directors, but any person so chosen shall retain office only so long as the vacating director would have retained it if the vacating director had continued as director.

#### **Managing director**

97. The directors may appoint one or more of their body to be managing directors of the Company, either for a fixed term or otherwise, and may remove or dismiss them from office and appoint replacements.

98. Subject to the provisions of any contract between a managing director and the Company, a managing director shall be subject to the same provisions as to resignation and removal as the other directors of the Company. A managing director who for any reason ceases to hold the office of director shall ipso facto immediately cease to be a managing director.

99. The remuneration of a managing director shall from time to time be fixed by the directors and may be by way of any or all of salary, commission and participation in profits.

100. The directors may from time to time entrust to and confer upon a managing director such of the powers exercisable under these Articles by the directors as they think fit, and may confer such powers for such time, and to be exercised for such objects and purposes and upon such terms and conditions, and with such restrictions as they think expedient; and they may confer such powers either collaterally with, or to the exclusion of, and in substitution for, all or any of the powers of the directors in that behalf; and may from time to time revoke, withdraw, alter or vary all or any of such powers.

#### **Chairman of the board**

101. The directors may elect one of their number to be Chairman and may determine the period during which the Chairman is to hold office. The Chairman shall perform such duties and receive such special remuneration as the directors may provide.

#### **President and vice-presidents**

102. The directors shall elect the President of the Company, who need not be a director, and may determine the period for which the President is to hold office. The President shall have general supervision of the business of the Company and shall perform such duties as may be assigned from time to time by the directors.

103. The directors may also elect vice-presidents, who need not be directors, and may determine the periods for which they are to hold office. A vice-president shall, at the request of the President or the directors and subject to the directions of the directors, perform the duties of the President during the absence, illness or incapacity of the President, and shall also perform such duties as may be assigned by the President or the directors.

### **Secretary and Treasurer**

104. The directors shall appoint a Secretary of the Company to keep minutes of shareholders' and directors' meetings and perform such other duties as may be assigned by the directors. The directors may also appoint a temporary substitute for the Secretary who shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be the Secretary.

105. The directors may appoint a treasurer of the Company to carry out such duties as the directors may assign.

### **Officers**

106. The directors may elect or appoint such other officers of the Company, having such powers and duties, as they think fit.

107. If the directors so decide the same person may hold more than one of the offices provided for in these Articles.

### **Proceedings of directors**

108. The directors may meet together for the dispatch of business, adjourn and otherwise regulate their meetings and proceedings, as they think fit, and may determine the quorum necessary for the transaction of business. Until otherwise determined, one director shall constitute a quorum and may hold a meeting.

109. If all directors of the Company entitled to attend a meeting either generally or specifically consent, a director may participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of such telephone or other communications facilities as permit all persons participating in the meeting to hear each other, and a director participating in such a meeting by such means is deemed to be present at that meeting for purposes of these Articles.

110. Meetings of directors may be held either within or without the Province of Nova Scotia and the directors may from time to time make arrangements relating to the time and place of holding directors' meetings, the notices to be given for such meetings and what meetings may be held without notice. Unless otherwise provided by such arrangements:

(1) A meeting of directors may be held at the close of every ordinary general meeting of the Company without notice.

(2) Notice of every other directors' meeting may be given as permitted by these Articles to each director at least 48 hours before the time fixed for the meeting.

(3) A meeting of directors may be held without formal notice if all the directors are present or if those absent have signified their assent to such meeting or their consent to the business transacted at such meeting.

111. The President or any director may at any time, and the Secretary, upon the request of the President or any director, shall summon a meeting of the directors to be held at the Office of the Company. The President, the Chairman or a majority of the directors may at any time, and the Secretary, upon the request of the President, the Chairman or a majority of the directors, shall summon a meeting to be held elsewhere.

112. (1) Questions arising at any meeting of directors shall be decided by a majority of votes.

The chairman of the meeting may vote as a director but shall not have a second or casting vote.

(2) At any meeting of directors the chairman shall receive and count the vote of any director not present in person at such meeting on any question or matter arising at such meeting whenever such absent director has indicated by telegram, letter or other writing lodged with the chairman of such meeting the manner in which the absent director desires to vote on such question or matter and such question or matter has been specifically mentioned in the notice calling the meeting as a question or matter to be discussed or decided thereat. In respect of any such question or matter so mentioned in such notice any director may give to any other director a proxy authorizing such other director to vote for such first named director at such meeting, and the chairman of such meeting, after such proxy has been so lodged, shall receive and count any vote given in pursuance thereof notwithstanding the absence of the director giving such proxy.

113. If no Chairman is elected, or if at any meeting of directors the Chairman is not present, within five minutes after the time appointed for holding the meeting, or declines to take the chair, the President, if a director, shall preside. If the President is not a director, is not present at such time or declines to take the chair, a vice-president who is also a director shall preside. If no person described above is present at such time and willing to take the chair, the directors present shall choose some one of their number to be chairman of the meeting.

114. A meeting of the directors at which a quorum is present shall be competent to exercise all or any of the authorities, powers and discretions for the time being vested in or exercisable by the directors generally.

115. The directors may delegate any of their powers to committees consisting of such number of directors as they think fit. Any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on them by the directors.

116. The meetings and proceedings of any committee of directors shall be governed by the provisions contained in these Articles for regulating the meetings and proceedings of the directors insofar as they are applicable and are not superseded by any regulations made by the directors.

117. All acts done at any meeting of the directors or of a committee of directors or by any person acting as a director shall, notwithstanding that it is afterwards discovered that there was some defect in the appointment of the director or person so acting, or that they or any of them were disqualified, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified to be a director.

118. A resolution in writing and signed by every director who would be entitled to vote on the resolution at a meeting is as valid as if it were passed by such directors at a meeting.

119. If any one or more of the directors is called upon to perform extra services or to make any special exertions in going or residing abroad or otherwise for any of the purposes of the Company or the business thereof, the Company may remunerate the director or directors so doing, either by a fixed sum or by a percentage of profits or otherwise. Such remuneration shall be determined by the directors and may be either in addition to or in substitution for remuneration otherwise authorized by these Articles.

### Registers

120. The directors shall cause to be kept at the Company's Office in accordance with the provisions of the Act a Register of the shareholders of the Company, a register of the holders of bonds, debentures and other securities of the Company and a register of its directors. Branch registers of the shareholders and of the holders of bonds, debentures and other securities may be kept elsewhere, either within or without the Province of Nova Scotia, in accordance with the Act.

### Minutes

121. The directors shall cause minutes to be entered in books designated for the purpose:

- (1) of all appointments of officers;
- (2) of the names of directors present at each meeting of directors and of any committees of directors;
- (3) of all orders made by the directors and committees of directors; and
- (4) of all resolutions and proceedings of meetings of shareholders and of directors.

Any such minutes of any meeting of directors or of any committee of directors or of shareholders, if purporting to be signed by the chairman of such meeting or by the chairman of the next succeeding meeting, shall be receivable as prima facie evidence of the matters stated in such minutes.

### Powers of directors

122. The management of the business of the Company is vested in the directors who, in addition to the powers and authorities by these Articles or otherwise expressly conferred upon them, may exercise all such powers and do all such acts and things as may be exercised or done by the Company and are not hereby or by statute expressly directed or required to be exercised or done by the shareholders, but subject nevertheless to the provisions of any statute, the Memorandum or these Articles. No modification of the Memorandum or these Articles shall invalidate any prior act of the directors that would have been valid if such modification had not been made.

123. Without restricting the generality of the terms of any of these Articles and without prejudice to the powers conferred thereby, the directors may:

- (1) take such steps as they think fit to carry out any agreement or contract made by or on behalf of the Company;
- (2) pay costs, charges and expenses preliminary and incidental to the promotion, formation, establishment, and registration of the Company;
- (3) purchase or otherwise acquire for the Company any property, rights or privileges that the Company is authorized to acquire, at such price and generally on such terms and conditions as they think fit;
- (4) pay for any property, rights or privileges acquired by, or services rendered to the Company either wholly or partially in cash or in shares (fully paid-up or otherwise), bonds, debentures or other securities of the Company;
- (5) subject to the Act, secure the fulfilment of any contracts or engagements entered into by the Company by mortgaging or charging all or any of the property of the Company and its unpaid capital for the time being, or in such other manner as they think fit;
- (6) appoint, remove or suspend at their discretion such experts, managers, secretaries, treasurers, officers, clerks, agents and servants for permanent, temporary or special services, as they from time to time think fit, and determine their powers and duties and fix their salaries or emoluments and require security in such instances and to such amounts as they think fit;
- (7) accept a surrender of shares from any shareholder insofar as the law permits and on such terms and conditions as may be agreed;
- (8) appoint any person or persons to accept and hold in trust for the Company any property belonging to the Company, or in which it is interested, execute and do all such deeds and things as may be required in relation to such trust, and provide for the remuneration of such trustee or trustees;
- (9) institute, conduct, defend, compound or abandon any legal proceedings by and against the Company, its directors or its officers or otherwise concerning the affairs of the Company, and also compound and allow time for payment or satisfaction of any debts due and of any claims or demands by or against the Company;
- (10) refer any claims or demands by or against the Company to arbitration and observe and perform the awards;
- (11) make and give receipts, releases and other discharges for amounts payable to the Company and for claims and demands of the Company;



(12) determine who may exercise the borrowing powers of the Company and sign on the Company's behalf bonds, debentures or other securities, bills, notes, receipts, acceptances, assignments, transfers, hypothecations, pledges, endorsements, cheques, drafts, releases, contracts, agreements and all other instruments and documents;

(13) provide for the management of the affairs of the Company abroad in such manner as they think fit, and in particular appoint any person to be the attorney or agent of the Company with such powers (including power to sub-delegate) and upon such terms as may be thought fit;

(14) invest and deal with any funds of the Company in such securities and in such manner as they think fit; and vary or realize such investments;

(15) subject to the Act, execute in the name and on behalf of the Company in favour of any director or other person who may incur or be about to incur any personal liability for the benefit of the Company such mortgages of the Company's property, present and future, as they think fit;

(16) give any officer or employee of the Company a commission on the profits of any particular business or transaction or a share in the general profits of the Company;

(17) set aside out of the profits of the Company before declaring any dividend such amounts as they think proper as a reserve fund to meet contingencies or provide for dividends, depreciation, repairing, improving and maintaining any of the property of the Company and such other purposes as the directors may in their absolute discretion think in the interests of the Company; and invest such amounts in such investments as they think fit, and deal with and vary such investments, and dispose of all or any part of them for the benefit of the Company, and divide the reserve fund into such special funds as they think fit, with full power to employ the assets constituting the reserve fund in the business of the Company without being bound to keep them separate from the other assets;

(18) make, vary and repeal rules respecting the business of the Company, its officers and employees, the shareholders of the Company or any section or class of them;

(19) enter into all such negotiations and contracts, rescind and vary all such contracts, and execute and do all such acts, deeds and things in the name and on behalf of the Company as they consider expedient for or in relation to any of the matters aforesaid or otherwise for the purposes of the Company;

(20) provide for the management of the affairs of the Company in such manner as they think fit.

#### **Solicitors**

124. The Company may employ or retain solicitors any of whom may, at the request or on the instruction of the directors, the Chairman, the President or a managing director, attend meetings of the directors or shareholders, whether or not the solicitor is a shareholder or a director of the Company. A solicitor who is also a director may nevertheless charge for services rendered to the Company as a solicitor.

#### **Execution of documents and Instruments**

125. Deeds, transfers, assignments, contracts, obligations, certificates and other instruments and documents of any description whatsoever shall be effectively authorized by and signed on behalf of the Company if signed by any director or officer acting within such person's authority, whether under seal or otherwise as such signatories may see fit. In addition, the board of directors or the shareholders may from time to time by resolution direct the manner in which and the person or persons by whom any particular document or instrument or class of documents or instruments may or shall be signed. Any articles, notice, resolution, requisition, statement or other document or instrument required or permitted to be executed by more than one person may be executed in several documents or instruments of like form each of which is executed by one or more of such persons, and such documents or instruments, when duly executed by all persons required or permitted, as the case may be, to do so, shall be deemed to constitute one document for all relevant purposes. The secretary or any other officer or any director may sign certificates and similar instruments on the Company's behalf with respect to any factual matters relating to the Company's business and affairs, including certificates verifying copies of the constating documents, resolutions and minutes of meetings of the Company.

#### **The seal**

126. The directors shall arrange for the safe custody of the common seal of the Company (the "Seal"). The Seal may be affixed to any instrument in the presence of and contemporaneously with the attesting signature of (i) any director or officer acting within such person's authority or (ii) any person under the authority of a resolution of the directors or a committee thereof. For the purpose of certifying documents or proceedings the Seal may be affixed by any director or the President, a vice-president, the Secretary, an assistant secretary or any other officer of the Company without the authorization of a resolution of the directors.

127. The Company may have facsimiles of the Seal which may be used interchangeably with the Seal.

128. The Company may have for use at any place outside the Province of Nova Scotia, as to all matters to which the corporate existence and capacity of the Company extends, an official seal that is a facsimile of the Seal of the Company with the addition on its face of the name of the place where it is to be used; and the Company may by writing under its Seal authorize any person to affix such official seal at such place to any document to which the Company is a party.

### *Dividends*

129. The directors may from time to time declare such dividend as they deem proper upon shares of the Company according to the rights and restrictions attached to any class or series of shares, and may determine the date upon which such dividend will be payable and that it will be payable to the persons registered as the holders of the shares on which it is declared at the close of business upon a record date. No transfer of such shares registered after the record date shall pass any right to the dividend so declared.

130. Dividends may be paid as permitted by law and, without limitation, may be paid out of the profits, retained earnings or contributed surplus of the Company. No interest shall be payable on any dividend except insofar as the rights attached to any class or series of shares provide otherwise.

131. The declaration of the directors as to the amount of the profits, retained earnings or contributed surplus of the Company shall be conclusive.

132. The directors may from time to time pay to the shareholders such interim dividends as in their judgment the position of the Company justifies.

133. Subject to these Articles and the rights and restrictions attached to any class or series of shares, dividends may be declared and paid to the shareholders in proportion to the amount of capital paid-up on the shares (not including any capital paid-up bearing interest) held by them respectively.

134. The directors may deduct from the dividends payable to any shareholder amounts due and payable by the shareholder to the Company on account of calls, instalments or otherwise, and may apply the same in or towards satisfaction of such amounts so due and payable.

135. The directors may retain any dividends on which the Company has a lien, and may apply the same in or towards satisfaction of the debts, liabilities or engagements in respect of which the lien exists.

136. The directors may retain the dividends payable upon shares to which a person is entitled or entitled to transfer upon the death or bankruptcy of a shareholder or in any way other than by allotment or transfer, until such person has become registered as the holder of such shares or has duly transferred such shares.

137. When the directors declare a dividend on a class or series of shares and also make a call on such shares payable on or before the date on which the dividend is payable, the directors may retain all or part of the dividend and set off the amount retained against the call.

138. The directors may declare that a dividend be paid by the distribution of cash, paid-up shares (at par or at a premium), debentures, bonds or other securities of the Company or of any other company or any other specific assets held or to be acquired by the Company or in any one or more of such ways.

139. The directors may settle any difficulty that may arise in regard to the distribution of a dividend as they think expedient, and in particular without restricting the generality of the foregoing may issue fractional certificates, may fix the value for distribution of any specific assets, may determine that cash payments will be made to any shareholders upon the footing of the value so fixed or that fractions may be disregarded in order to adjust the rights of all parties, and may vest cash or specific assets in trustees upon such trusts for the persons entitled to the dividend as may seem expedient to the directors.

140. Any person registered as a joint holder of any share may give effectual receipts for all dividends and payments on account of dividends in respect of such share.

141. Unless otherwise determined by the directors, any dividend may be paid by a cheque or warrant delivered to or sent through the post to the registered address of the shareholder entitled, or, when there are joint holders, to the registered address of that one whose name stands first on the register for the shares jointly held. Every cheque or warrant so delivered or sent shall be made payable to the order of the person to whom it is delivered or sent. The mailing or other transmission to a shareholder at the shareholder's registered address (or, in the case of joint shareholders at the address of the holder whose name stands first on the register) of a cheque payable to the order of the person to whom it is addressed for the amount of any dividend payable in cash after the deduction of any tax which the Company has properly withheld, shall discharge the Company's liability for the dividend unless the cheque is not paid on due presentation. If any cheque for a dividend payable in cash is not received, the Company shall issue to the shareholder a replacement cheque for the same amount on such terms as to indemnity and evidence of non-receipt as the directors may impose. No shareholder may recover by action or other legal process against the Company any dividend represented by a cheque that has not been duly presented to a banker of the Company for payment or that otherwise remains unclaimed for 6 years from the date on which it was payable.

### **Accounts**

142. The directors shall cause proper books of account to be kept of the amounts received and expended by the Company, the matters in respect of which such receipts and expenditures take place, all sales and purchases of goods by the Company, and the assets, credits and liabilities of the Company.

143. The books of account shall be kept at the head office of the Company or at such other place or places as the directors may direct.

144. The directors shall from time to time determine whether and to what extent and at what times and places and under what conditions the accounts and books of the Company or any of them shall be open to inspection of the shareholders, and no shareholder shall have any right to inspect any account or book or document of the Company except as conferred by statute or authorized by the directors or a resolution of the shareholders.

145. At the ordinary general meeting in every year the directors shall lay before the Company such financial statements and reports in connection therewith as may be required by the Act or other applicable statute or regulation thereunder and shall distribute copies thereof at such times and to such persons as may be required by statute or regulation.

#### *Auditors and audit*

146. Except in respect of a financial year for which the Company is exempt from audit requirements in the Act, the Company shall at each ordinary general meeting appoint an auditor or auditors to hold office until the next ordinary general meeting. If at any general meeting at which the appointment of an auditor or auditors is to take place and no such appointment takes place, or if no ordinary general meeting is held in any year or period of years, the directors shall appoint an auditor or auditors to hold office until the next ordinary general meeting.

147. The first auditors of the Company may be appointed by the directors at any time before the first ordinary general meeting and the auditors so appointed shall hold office until such meeting unless previously removed by a resolution of the shareholders, in which event the shareholders may appoint auditors.

148. The directors may fill any casual vacancy in the office of the auditor but while any such vacancy continues the surviving or continuing auditor or auditors, if any, may act.

149. The Company may appoint as auditor any person, including a shareholder, not disqualified by statute.

150. An auditor may be removed or replaced in the circumstances and in the manner specified in the Act.

151. The remuneration of the auditors shall be fixed by the shareholders, or by the directors pursuant to authorization given by the shareholders, except that the remuneration of an auditor appointed to fill a casual vacancy may be fixed by the directors.

152. The auditors shall conduct such audit as may be required by the Act and their report, if any, shall be dealt with by the Company as required by the Act.

#### *Notices*

153. A notice (including any communication or document) shall be sufficiently given, delivered or served by the Company upon a shareholder, director, officer or auditor by personal delivery at such person's registered address (or, in the case of a director, officer or auditor, last known address) or by prepaid mail, telegraph, telex, facsimile machine or other electronic means of communication addressed to such person at such address.

154. Shareholders having no registered address shall not be entitled to receive notice.

155. All notices with respect to registered shares to which persons are jointly entitled may be sufficiently given to all joint holders thereof by notice given to whichever of such persons is named first in the Register for such shares.

156. Any notice sent by mail shall be deemed to be given, delivered or served on the earlier of actual receipt and the third business day following that upon which it is mailed, and in proving such service it shall be sufficient to prove that the notice was properly addressed and mailed with the postage prepaid thereon. Any notice given by electronic means of communication shall be deemed to be given when entered into the appropriate transmitting device for transmission. A certificate in writing signed on behalf of the Company that the notice was so addressed and mailed or transmitted shall be conclusive evidence thereof.

157. Every person who by operation of law, transfer or other means whatsoever becomes entitled to any share shall be bound by every notice in respect of such share that prior to such person's name and address being entered on the Register was duly served in the manner hereinbefore provided upon the person from whom such person derived title to such share.

158. Any notice delivered, sent or transmitted to the registered address of any shareholder pursuant to these Articles, shall, notwithstanding that such shareholder is then deceased and that the Company has notice thereof, be deemed to have been served in respect of any registered shares, whether held by such deceased shareholder solely or jointly with other persons, until some other person is registered as the holder or joint holder thereof, and such service shall for all purposes of these Articles be deemed a sufficient service of such notice on the heirs, executors or administrators of the deceased shareholder and all joint holders of such shares.

159. Any notice may bear the name or signature, manual or reproduced, of the person giving the notice written or printed.

160. When a given number of days' notice or notice extending over any other period is required to be given, the day of service and the day upon which such notice expires shall not, unless it is otherwise provided, be counted in such number of days or other period.

#### *Indemnity*

161. Every director or officer, former director or officer, or person who acts or acted at the Company's request, as a director or officer of the Company, a body corporate, partnership or other association of which the Company is or

was a shareholder, partner, member or creditor, and the heirs and legal representatives of such person, in the absence of any dishonesty on the part of such person, shall be indemnified by the Company against, and it shall be the duty of the directors out of the funds of the Company to pay, all costs, losses and expenses, including an amount paid to settle an action or claim or satisfy a judgment, that such director, officer or person may incur or become liable to pay in respect of any claim made against such person or civil, criminal or administrative action or proceeding to which such person is made a party by reason of being or having been a director or officer of the Company or such body corporate, partnership or other association, whether the Company is a claimant or party to such action or proceeding or otherwise; and the amount for which such indemnity is proved shall immediately attach as a lien on the property of the Company and have priority as against the shareholders over all other claims.

162. No director or officer, former director or officer, or person who acts or acted at the Company's request, as a director or officer of the Company, a body corporate, partnership or other association of which the Company is or was a shareholder, partner, member or creditor, in the absence of any dishonesty on such person's part, shall be liable for the acts, receipts, neglects or defaults of any other director, officer or such person, or for joining in any receipt or other act for conformity, or for any loss, damage or expense happening to the Company through the insufficiency or deficiency of title to any property acquired for or on behalf of the Company, or through the insufficiency or deficiency of any security in or upon which any of the funds of the Company are invested, or for any loss or damage arising from the bankruptcy, insolvency or tortious acts of any person with whom any funds, securities or effects are deposited, or for any loss occasioned by error of judgment or oversight on the part of such person, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which happens in the execution of the duties of such person or in relation thereto.

#### *Reminders*

163. The directors shall comply with the following provisions of the Act or the Corporations Registration Act (Nova Scotia) where indicated:

- (1) Keep a current register of shareholders (Section 42).
- (2) Keep a current register of directors, officers and managers, send to the Registrar a copy thereof and notice of all changes therein (Section 98).
- (3) Keep a current register of holders of bonds, debentures and other securities (Section 111 and Third Schedule).
- (4) Call a general meeting every year within the proper time (Section 83). Meetings must be held not later than 15 months after the preceding general meeting.
- (5) Send to the Registrar copies of all special resolutions (Section 88).
- (6) Send to the Registrar notice of the address of the Company's Office and of all changes in such address (Section 79).
- (7) Keep proper minutes of all shareholders' meetings and directors' meetings in the Company's minute book kept at the Company's Office (Sections 89 and 90).
- (8) Obtain a certificate under the Corporations Registration Act (Nova Scotia) as soon as business is commenced.
- (9) Send notice of recognized agent to the Registrar under the Corporations Registration Act (Nova Scotia).

Halifax, Nova Scotia the 8<sup>th</sup> day of February, 2012.

Name of subscriber: Charles S. Reagh

Witness to above signature:

Amy Smith

Halifax, Nova Scotia

FILED ELECTRONICALLY

in the computer records maintained by the Registry of Joint Stock Companies

FEB, 08 2012.

STEWART MCKELVEY

#### **Annex 1**

#### **3260789 Nova Scotia Company (the "Company")**

##### **COMMON SHARES**

1. Voting Rights: Each holder of common shares shall be entitled to receive notice of and to attend all meetings of shareholders of the Company and to vote thereat, except meetings at which only holders of a specified class of shares (other than common shares) or specified series of shares are entitled to vote. At all meetings of which notice must be given to the holders of the common shares, each holder of common shares shall be entitled to one vote in respect of each common share held by him or her.

2. Dividends: The holders of the common shares shall be entitled, subject to the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class of shares of the Company, to receive any dividend declared by the Company. For greater certainty, dividends may be declared to holders of any or all other classes of shares of the Company to the exclusion of the holders of the common shares.

3. Rights on Dissolution: The holders of the common shares shall be entitled, subject to the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class of shares of the Company, to receive the remaining property of the Company on a liquidation, dissolution or winding-up of the Company, whether voluntary or involuntary.

#### CLASS A PREFERRED SHARES

1. Ranking: The Class A preferred shares shall rank senior to any other shares of the Company in respect of repayment of capital.

2. Dividends: The holders of the Class A preferred shares shall, in priority to the common shares, be entitled to receive and the Company shall pay thereon, as and when declared by the directors out of the moneys of the Company properly applicable to the payment of dividends, a discretionary, non-cumulative, cash dividend at the rate of six percent (6%) of the Redemption Amount (as defined below) thereof per share per annum. No dividend may be declared or paid on any other class of shares in respect of any year unless and until the dividend payable hereunder has been declared and paid on the Class A preferred shares.

3. No Voting Rights: Subject to the terms of the Third Schedule to Nova Scotia Companies Act (the "Act"), the holders of the Class A preferred shares shall not, as such, be entitled to receive notice of or to attend or vote at meetings of the shareholders of the Company.

4. Rights on Dissolution: In the event of the liquidation, dissolution or winding-up of the Company whether voluntary or involuntary, the holders of the Class A preferred shares shall be entitled to receive in respect of each such share, before any distribution of any part of the assets of the Company among the holders of the common shares and any other class of shares of the Company ranking junior to the Class A preferred shares, an amount equal to the Redemption Amount (as defined below) thereof per share and no more.

5. Redemption at the Option of the Company: Subject to the Act, the Company shall, at its option, be entitled to redeem at any time or times all or any part of the Class A preferred shares registered in the name of any holder of any such Class A preferred shares on the books of the Company with or without the consent of such holder by giving notice in writing to such holder specifying:

(a) that the Company desires to redeem all or any part of the Class A preferred shares registered in the name of such holder; and

(b) if part only of the Class A preferred shares registered in the name of such holder is to be redeemed, the number thereof to be so redeemed; and

(c) the business day (in this paragraph referred to as the "Redemption Date") on which the Company desires to redeem such Class A preferred shares. Such notice shall specify a Redemption Date which shall not be less than thirty (30) days after the date on which the notice is given by the Company or such shorter period of time as the Company and the holder of any such Class A preferred shares may agree; and

(d) the place of redemption.

The Company shall, on the Redemption Date, redeem such Class A preferred shares by paying to the holder(s) thereof, or distributing properties the value of which is equal to the Redemption Price thereof on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class A preferred shares so called for redemption at such place as may be specified in such notice. The certificate(s) for such Class A preferred shares shall thereupon be cancelled and the Class A preferred shares represented thereby shall thereupon be redeemed. Such payment shall be made by delivery to such holder of a cheque payable in the amount of the aggregate Redemption Price for the Class A preferred shares to be redeemed or payment by such other method as may be acceptable to the holder. From and after the Redemption Date the holder thereof shall not be entitled to exercise any of the rights of holders of Class A preferred shares in respect thereof unless payment of such Redemption Price is not made on the Redemption Date, or on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class A preferred shares so called for redemption, whichever is later in which case the rights of the holder of such Class A preferred shares shall remain unaffected until payment in full of the Redemption Price.

Where at any time some but not all of such Class A preferred shares are to be redeemed the Class A preferred shares to be redeemed shall be selected by lot in such manner as the board of directors determines, or as nearly as may be in proportion to the number of Class A preferred shares registered in the name of each holder, or in such other manner as the board of directors determines.

6. Redemption at the Option of the Holder (Retraction): Subject to the Act, the Company shall, at the option of a holder of Class A preferred shares, redeem at any time or times all or any part of the Class A preferred shares registered in the name of such holder of Class A preferred shares on the books of the Company upon receiving notice from such holder specifying:

(a) that such holder desires to have redeemed all or any part of the Class A preferred shares registered in the name of such holder; and

(b) if part only of the Class A preferred shares registered in the name of such holder is to be redeemed, the number thereof to be so redeemed; and

(c) the business day (in this paragraph referred to as the "Redemption Date") on which the holder desires the Company to redeem such Class A preferred shares. Such notice shall specify a Redemption Date which shall not be less than thirty

(30) days after the date on which the notice is given by the holder or such shorter period of time as the Company and the holder of such Class A preferred shares may agree.

The Company shall, on the Redemption Date, redeem such Class A preferred shares by paying to the holder thereof, or distributing properties the value of which is equal to the Redemption Price for each such Class A preferred share to be redeemed on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class A preferred shares so called for redemption at such place as may be specified in such notice. The certificate(s) for such Class A preferred shares shall thereupon be cancelled and the Class A preferred shares represented thereby shall thereupon be redeemed. Such payment shall be made by delivery to such holder of a cheque payable in the amount of the aggregate Redemption Price for the Class A preferred shares to be redeemed or payment by such other method as may be acceptable to the holder. From and after the Redemption Date the holder thereof shall not be entitled to exercise any of the rights of holders of Class A preferred shares in respect thereof unless payment of such Redemption Price is not made on the Redemption Date, or on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class A preferred shares so called for redemption, whichever is later in which case the rights of the holder of such Class A preferred shares shall remain unaffected until payment in full of the Redemption Price.

Definitions With respect to the Class A preferred shares the following terms shall have the meaning ascribed to them below:

(a) "Redemption Amount" of a Class A preferred share means the quotient obtained by dividing (A) the difference between (i) the amount in United States' dollars which is the sum of all amounts, calculated in United States dollars at the time of each addition, added to the capital account maintained or deemed to be maintained by the Company for its Class A preferred shares, and (ii) the amount in United States' dollars which is the sum of all amounts, calculated in United States dollars at the time of each subtraction, subtracted from the capital account maintained or deemed to be maintained by the Company for its Class A preferred shares, by (B) the number of Class A preferred shares issued at the time of any determination thereof.

(b) "Redemption Price" of a Class A preferred share means the Redemption Amount thereof together with any dividends declared but unpaid upon such shares.

Référence de publication: 2012029162/910.

(120038541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2012.

**Société Immobilière des Artisans S.A., Société Anonyme,  
(anc. Société Civile Immobilière des Artisans).**

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 81.233.

L'an deux mille douze, le dix-huit janvier.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Dudelange, soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de SOCIETE IMMOBILIERE DES ARTISANS SA (anc. SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DES ARTISANS), avec siège social à L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 81.233, constituée suivant acte Alphonse LENTZ de Remich en date du 13 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 169 du 6 mars 2001, modifiée suivant acte Alphonse LENTZ de Remich du 9 novembre 2000, publié au dit Mémorial, Numéro 905 du 22 octobre 2001.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Bernadette PINNA, sans état, demeurant à Mondorf-les-Bains, qui désigne comme secrétaire Jeff GOMPELMANN, employé privé, demeurant à Sandweiler.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Giancarlo GIACOMETTI, gérant, demeurant à Mondorf-les-Bains.

Le Président expose d'abord que

1. Refonte complète des statuts
2. Révocation des administrateurs et administrateur-délégué avec décharge
3. Nomination d'un administrateur unique
4. Prorogation du mandat du commissaire aux comptes.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence ci-annexée.

Resteront pareillement annexées au présent acte d'éventuelles procurations d'actionnaires représentés.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- L'Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut partant délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Puis, l'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix et par votes séparés, les résolutions suivantes:

### Première résolution

La Société n'ayant plus qu'un actionnaire, l'Assemblée procède à une refonte complète des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par les présentes une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 ainsi que par les présents statuts dénommée: SOCIETE IMMOBILIERE DES ARTISANS S.A..

**Art. 2.** La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut-être dissoute anticipativement par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

**Art. 3.** Le siège de la société est établi dans la commune de Mondernange.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seront imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

**Art. 4.** La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en valeur, la mise en location et la gestion d'un ou plusieurs terrains, d'immeubles, de bureaux, d'entrepôts, de bâtiments industriels.

Elle pourra d'une façon générale faire au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou en développer la réalisation.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à la somme d'un million deux cent trente-neuf mille cinq cents (1.239.500,-) euros, représenté par mille (1.000) actions, sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux ou plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

**Art. 6.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administrateur pourra être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

**Art. 7.** Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur et en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature collective de deux administrateurs, dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué, soit, pour les actes relevant de la gestion journalière, par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

**Art. 8.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

**Art. 9.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 10.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le le cinq du mois de juin à 16.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

**Art. 11.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

**Art. 12.** Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

#### *Deuxième résolution*

Elle révoque Pierro GIACOMETTI, retraité, demeurant à Gubbio (Italie), rue Torre Calzolari, Giancarlo GIACOMETTI, gérant, demeurant à L-4201 Esch-sur-Alzette, 25, rue de Lallange et Bernadette GIACOMETTI-PINNA, indépendante, demeurant à L7626 Larochette, 24, Chemin J.A. Zinnen, de leurs fonctions d'administrateurs, respectivement pour le deuxième nommé de ses fonctions d'administrateur-délégué.

Elle leur donne décharge quant à l'exécution de leurs mandats.

#### *Troisième résolution*

Elle nomme aux fonctions d'administrateur unique:

Piero GIACOMETTI, retraité, né Gubbio (Italie), le 20 février 1925, demeurant à Gubbio (Italie), 192, via Frazione Torre Calzolari.

Le mandat de l'administrateur unique ainsi nommé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2017.

#### *Quatrième résolution*

Elle proroge le mandat de CABINET COMPTABLE ET FISCAL DU SUD S.A., avec siège social à L-4081 Esch-sur-Alzette, 37, rue Dicks, inscrite au Registre de Commerce sous le numéro B 56.464 dans ses fonctions de commissaire aux comptes.

Le mandat du commissaire aux compte ainsi prorogé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social 2017.

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Dudelange, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: Pinna, Gompelmann, Giacometti et Molitor.

Enregistré à ESCH-SUR-ALZETTE A.C., le 31 janvier 2012. Relation EAC/2012/1424. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,).

Le Receveur (signé): Santioni.

Référence de publication: 2012018520/123.

(120022631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2012.

### **Immofound S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 114.286.

#### *Décision prise par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 Janvier 2012:*

- Monsieur Jacques NIEDERCORN, commerçant, demeurant à L - 1840 Luxembourg, 2, boulevard Joseph II est reconduit dans son mandat d'administrateur et d'administrateur délégué jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018,

- Mme Blandine LUNG-VILMAIN, sans état particulier, demeurant à L - 1840 Luxembourg, 2, boulevard Joseph II, est reconduite dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018,

- Mme Nicole NIEDERCORN, employée privée, demeurant à L-2533 Luxembourg, 42, rue de la Semois est reconduite dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

- La société à responsabilité limitée INTERAUDIT, avec siège social à L - 1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie est reconduite dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.



Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES  
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2012031415/21.

(120040723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Green European Venture Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.  
R.C.S. Luxembourg B 77.091.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031376/9.

(120040960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Greenvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5339 Moutfort, 49, rue de Contern.  
R.C.S. Luxembourg B 83.193.

*Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 08. April 2011*

*Beschluss:*

3) Das Mandat des Rechnungskommissars wird für 2011 an Herrn Andreas Pyter, Betriebswirt, wohnhaft in 28a, rue de Gostingen, 5414 Canach, erteilt.

*Mitteilung zu den Adressangaben*

*Mitglieder des Verwaltungsrates:*

- Klaus Pyter, wohnhaft in 49, rue de Contern, L-5339 Moutfort
- Nadine Pyter, wohnhaft in 41, rue de Contern, L-5339 Moutfort
- Carole Monacelli Pyter, wohnhaft in 28a, rue de Gostingen, L-5414 Canach

*Tägliche Geschäftsführung:*

- Klaus Pyter, wohnhaft in 49, rue de Contern, L-5339 Moutfort

*Rechnungskommissar:*

- Andreas Pyter, wohnhaft in 28a, rue de Gostingen, L-5414 Canach

Référence de publication: 2012031380/20.

(120040778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Grid Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 48.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour GRID Luxembourg S.A.*

Référence de publication: 2012031383/10.

(120041004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**H.I.G. Europe - Fibercore S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 40.800,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 155.777.

Par résolutions signées en date du 23 février 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ricardo Gomez, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni au mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Russell Faulkner, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS London, Royaume-Uni de son mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 mars 2012.

Référence de publication: 2012031388/15.

(120040796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Groupement de Désossage Européen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 97.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031385/9.

(120041302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Groupement de Désossage Européen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 97.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031386/9.

(120041303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Les Iles S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 161.512.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 05 mars 2012, Monsieur Gilles ORBAN, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Madame Marie-Laurence THILL, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg et Madame Caroline FELTEN, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg ont été nommés administrateurs au Conseil d'Administration en remplacement des Administrateurs démissionnaires, KOFFOUR S.A., société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, représentée par Monsieur Guy BAUMANN, représentant permanent, LANNAGE S.A., société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg représentée par Madame Marie BOURLOND, représentant permanent et VALON S.A., société anonyme, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg représentée par Monsieur Guy KETTMANN, représentant permanent.

Leurs mandats s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2016.

Luxembourg, le 12 MARS 2012.

Pour: LES ILES S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2012032166/22.

(120041666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2012.

---

**Grus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.240.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2012.  
GRUS INVESTMENTS S.à r.l.  
Manacor (Luxembourg) S.A.  
Gérant

Référence de publication: 2012031387/14.

(120040949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**H.I.G. Luxembourg Holdings Eleven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.476.

Par résolutions signées en date du 23 février 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ricardo Gomez, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni au mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Russell Faulkner, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni de son mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2012.

Référence de publication: 2012031389/15.

(120040793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**H.I.G. Europe - Synseal II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.216.

Par résolutions signées en date du 23 février 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ricardo Gomez, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni au mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Russell Faulkner, avec adresse au 25, St George Street, W1S1F1 London, Royaume-Uni de son mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2012.

Référence de publication: 2012031390/15.

(120040804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**H.I.G. Europe - France III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 140.649.

Par résolutions signées en date du 21 février 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ricardo Gomez, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni au mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Russell Faulkner, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni de son mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2012.

Référence de publication: 2012031391/15.

(120040805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**High Sky S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 104.666.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031404/9.

(120040892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**H.I.G. Europe - Witex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 137.573.

Par résolutions signées en date du 23 février 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ricardo Gomez, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni au mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Russell Faulkner, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni de son mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2012.

Référence de publication: 2012031392/15.

(120040795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**H.I.G. Luxembourg Holdings Fifteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 158.283.

Par résolutions signées en date du 23 février 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ricardo Gomez, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni au mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Russell Faulkner, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS London, Royaume-Uni de son mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2012.

Référence de publication: 2012031393/15.

(120040794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**H.I.G. Luxembourg Holdings Nineteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 160.742.

Par résolutions signées en date du 23 février 2012, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Ricardo Gomez, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS Londres, Royaume-Uni au mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012 et pour une durée indéterminée

2. Acceptation de la démission de Russell Faulkner, avec adresse au 25, St George Street, W1S1FS London, Royaume-Uni de son mandat de Gérant A, avec effet au 24 février 2012

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2012.

Référence de publication: 2012031394/15.

(120040797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Jack Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.  
R.C.S. Luxembourg B 80.197.

Les comptes annuels au 31.12.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031421/9.

(120040907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

**Neif Ha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 529.050,00.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 165.976.

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of February,  
before us Me Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

NEIF S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155388 (the "Shareholder"),

hereby represented by Mr. Emmanuel AVICE, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on the 13<sup>th</sup> of February 2012.

The said proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholder requested the undersigned notary to document that the Shareholder is the sole shareholder of NEIF HA S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), with registered office at 1, rue Joseph Hackin, L-1746, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), having been incorporated following a deed of Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, dated 16 December 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 165976. The articles of incorporation have not yet been amended.

The Shareholder, represented as above mentioned, declaring to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda*

1 To change the corporate object of the Company, which shall be amended as follows:

"The Company's object is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as well as all operations relating to real estate properties, including but not limited to (i) financing the acquisition of real estate properties by Connected Companies (as defined in this article 3) or (ii) the direct or indirect holding of participations in companies in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, the principal object of which is the acquisition, development, sale, management and/or lease of real estate properties, either directly or indirectly through the holding of participations in companies in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad having a corporate purpose similar to the Company's purpose as set out in this article 3.

The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Connected Company on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.”

2 To increase the share capital of the Company by an amount of five hundred sixteen thousand five hundred fifty euro (EUR 516,550.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of five hundred twenty-nine thousand fifty euro (EUR 529,050.-).

3 To issue five hundred sixteen thousand five hundred fifty (516,550) new shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) (the “New Shares”).

4 To accept subscription for these New Shares, together with payment of a share premium of four million six hundred forty-eight thousand nine hundred forty-six euro (EUR 4,648,946.-) by the existing shareholder NEIF S.C.A. and to accept payment in full for such New Shares by a contribution in cash.

5 To set the amount of the Company’s subscribed capital at five hundred twenty-nine thousand fifty euro (EUR 529,050.-) represented by five hundred twenty-nine thousand fifty shares (529,050) each with a nominal value of one euro (EUR 1.-).

6 To amend the articles 3 and 5, first paragraph, of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the resolutions proposed above.

7 Miscellaneous.

requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholder resolved to change the corporate object of the Company which shall forthwith read as follows:

“The Company’s object is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as well as all operations relating to real estate properties, including but not limited to (i) financing the acquisition of real estate properties by Connected Companies (as defined in this article 3) or (ii) the direct or indirect holding of participations in companies in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, the principal object of which is the acquisition, development, sale, management and/or lease of real estate properties, either directly or indirectly through the holding of participations in companies in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad having a corporate purpose similar to the Company’s purpose as set out in this article 3.

The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the “Connected Companies”), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Connected Company on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.”

*Second resolution*

The Shareholder resolved to increase the share capital of the Company by an amount of five hundred sixteen thousand five hundred fifty euro (EUR 516,550.-)

so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to an amount of five hundred twenty-nine thousand fifty euro (EUR 529,050.-).

*Third resolution*

The Shareholder resolved to issue five hundred sixteen thousand five hundred fifty (516,550) New Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-).

*Fourth resolution*

*Subscription - Payment*

Thereupon appeared the Shareholder (the “Subscriber”), represented as referred above, by virtue of the proxy also referred above.

The Subscriber declared to subscribe for five hundred sixteen thousand five hundred fifty (516,550) New Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-),

together with an aggregate share premium of four million six hundred forty-eight thousand nine hundred forty-six euro (EUR 4,648,946.-), and to make payment for such newly issued shares by a contribution in cash.

The total amount of five million one hundred sixty-five thousand four hundred ninety-six euro (EUR 5,165,496.-) is thus as from now at the disposal of the Company, evidence thereof has been submitted to the undersigned notary.

Thereupon the Shareholder resolved to accept the said subscription and payment and to allot the five hundred sixteen thousand five hundred fifty (516,550) New Shares according to the above mentioned subscription.

*Fifth resolution*

The Shareholder resolved to set the amount of the Company’s subscribed capital at five hundred twenty-nine thousand fifty euro (EUR 529,050.-) represented by five hundred twenty-nine thousand fifty (529,050) shares, each with a nominal value of one euro (EUR 1.-).

*Sixth resolution*

As a consequence of the above, the Shareholder resolved to amend the articles 3 and 5, first paragraph, of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the foregoing resolutions.

As a result, article 3 shall from now on read as follows:

“ **Art. 3. Object.** The Company’s object is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as well as all operations relating to real estate properties, including but not limited to (i) financing the acquisition of real estate properties by Connected Companies (as defined in this article 3) or (ii) the direct or indirect holding of participations in companies in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, the principal object of which is the acquisition, development, sale, management and/or lease of real estate properties, either directly or indirectly through the holding of participations in companies in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad having a corporate purpose similar to the Company’s purpose as set out in this article 3.

The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the “Connected Companies”), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, or otherwise;
- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Connected Company on such terms as may be thought fit and with or without security;
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.”

As a result, article 5, first paragraph, shall from now on read as follows:

“ **Art. 5. Issued capital.** The issued capital of the Company is set at five hundred twenty-nine thousand fifty euro (EUR 529,050.-) divided into five hundred twenty-nine thousand fifty (529,050) shares (the “Shares”), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.”

### Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind payable by the Company by reason of this deed are estimated at EUR 3,500.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of inconsistencies between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quatorze février.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

NEIF S.C.A., une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155388 (l'«Associé»)

représentée par Me Emmanuel AVICE, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 février 2012.

Ladite procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, sera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

L'Associé a demandé au notaire soussigné d'acter que l'Associé est le seul associé de NEIF HA S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), avec siège social au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société») constituée par acte de Maître Edouard Delosch notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 16 décembre 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165976. Les statuts de la Société n'ont pas encore été modifiés.

L'Associé, représenté comme mentionné ci-dessus, reconnaît être pleinement informé des décisions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

### Ordre du jour

1 Modification de l'objet social de la Société qui sera rédigé comme suit:

«L'objet de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers au Grand Duché de Luxembourg ou bien à l'étranger, ainsi que la réalisation de toutes opérations en relation avec des biens immobiliers, incluant sans limitation (i) le financement de l'acquisition de biens immobiliers par des Sociétés Apparentées (telle que définies dans le présent article) ou (ii) la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ayant pour principal objet l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et/ ou la location de biens immobiliers, directement ou indirectement au travers la détention de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères ayant un objet social similaire à celui de la Société tel que détaillé dans cet article 3.

La Société pourra également apporter toute assistance, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient associés, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée su secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, mais pas limité à, par l'émission, toujours à titre privé, de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou consentir des crédits à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par toute Société Apparentée, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par l'hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.



La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs pré décrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.»

2 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de cinq cent seize mille cinq cent cinquante euros (EUR 516.550,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de cinq cent vingt-neuf mille cinquante euros (EUR 529.050,-).

3 Emission de cinq cent seize mille cinq cent cinquante (516.550) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) (les «Nouvelles Parts Sociales»).

4 Acceptation de la souscription de ces Nouvelles Parts Sociales, ensemble avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de quatre millions six cent quarante-huit mille neuf cent quarante-six euros (EUR 4.648.946,-) par l'associé existant NEIF S.C.A. et acceptation de la libération intégrale de ces Nouvelles Parts Sociales par un apport en numéraire.

5 Fixation du montant du capital social souscrit de la Société à cinq cent vingt-neuf mille cinquante euros (EUR 529.050,-) divisé en cinq cent vingt-neuf mille cinquante (529.050) Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

6 Modification des articles 3 et 5, premier alinéa, des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions proposées ci-dessus.

7 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé a décidé de modifier l'objet social de la Société qui sera dorénavant rédigé comme suit:

«L'objet de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers au Grand Duché de Luxembourg ou bien à l'étranger, ainsi que la réalisation de toutes opérations en relation avec des biens immobiliers, incluant sans limitation (i) le financement de l'acquisition de biens immobiliers par des Sociétés Apparentées (telle que définies dans le présent article) ou (ii) la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ayant pour principal objet l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et/ ou la location de biens immobiliers, directement ou indirectement au travers la détention de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères ayant un objet social similaire à celui de la Société tel que détaillé dans cet article 3.

La Société pourra également apporter toute assistance, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient associés, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, mais pas limité à, par l'émission, toujours à titre privé, de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou autres;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou consentir des crédits à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par toute Société Apparentée, pouvant être considérée comme performante;
- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par l'hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs pré décrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.»

#### *Deuxième résolution*

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cinq cent seize mille cinq cent cinquante euros (EUR 516.550,-)

pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de cinq cent vingt-neuf mille cinquante euros (EUR 529.050,-).

#### *Troisième résolution*

L'Associé a décidé d'émettre cinq cent seize mille cinq cent cinquante (516.550) Nouvelles Parts Sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

#### Quatrième résolution

##### Souscription - Paiement

Ensuite a comparu l'Associé (le «Souscripteur»), représenté comme mentionné ci-dessus, en vertu d'une procuration également mentionnée ci-dessus.

Le Souscripteur a déclaré souscrire cinq cent seize mille cinq cent cinquante (516.550) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de quatre millions six cent quarante-huit mille neuf cent quarante-six euros (EUR 4.648.946,-), et libérer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en numéraire.

Le montant total de cinq millions cent soixante-cinq mille quatre cent quatre-vingt-seize euros (EUR 5.165.496,-) est dès lors à la disposition de la Société, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

L'Associé a décidé alors d'approuver la dite souscription et ledit paiement et d'allouer les cinq cent seize mille cinq cent cinquante (516.550) Nouvelles Parts Sociales conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

#### Cinquième résolution

L'Associé a décidé de fixer le montant du capital social souscrit de la Société à cinq cent vingt-neuf mille cinquante euros (EUR 529.050,-) divisé en cinq cent vingt-neuf mille cinquante (529.050) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

#### Sixième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé a décidé de modifier les articles 3 et 5, premier alinéa, des statuts de la Société afin de refléter les précédentes résolutions:

En conséquence, l'article 3 aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 3. Objet.** L'objet de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers au Grand Duché de Luxembourg ou bien à l'étranger, ainsi que la réalisation de toutes opérations en relation avec des biens immobiliers, incluant sans limitation (i) le financement de l'acquisition de biens immobiliers par des Sociétés Apparentées (telle que définies dans le présent article) ou (ii) la détention directe ou indirecte de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ayant pour principal objet l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et/ ou la location de biens immobiliers, directement ou indirectement au travers la détention de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères ayant un objet social similaire à celui de la Société tel que détaillé dans cet article 3.

La Société pourra également apporter toute assistance, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient associés, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, mais pas limité à, par l'émission, toujours à titre privé, de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou consentir des crédits à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par toute Société Apparentée, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par l'hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs pré décrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.»

En conséquence, l'article 5, premier alinéa, aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital émis.** Le capital émis de la Société est fixé à cinq cent vingt-neuf mille cinquante euros (EUR 529.050,-) divisé en cinq cent vingt-neuf mille cinquante (529.050) parts sociales (les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.»

#### Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à EUR 3.500.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: E. Avice et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 février 2012. LAC/2012/7461. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2012.

Référence de publication: 2012023527/336.

(120030186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2012.

**Matterhorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 167.161.

—  
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the seventeenth of February.

Before Us Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed.

THERE APPEARED:

“Apax Europe VII Nominees Ltd”, a limited liability company governed by the laws of England and Wales, having its registered office at 33 Jermyn Street, SW1Y 6DN London, United Kingdom, registered at the Companies House under number 06599576, here represented by Mrs Linda Harroch, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 15 February 2012.

Said proxy, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (*société à responsabilité limitée*) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**Art. 1. Company form.**

1.1 There is formed a private limited liability company (“*société à responsabilité limitée*”) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the “Company”), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the articles of association (hereafter the “Articles”), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to one member company.

1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (“*société unipersonnelle*”) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

**Art. 2. Corporate object.**

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, and to the issuance of debentures.

2.3 In a general fashion the Company may grant assistance to affiliated or group companies as well as to any other entity that is or will be investing in affiliated or group companies and to any other entity it is interested in, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.4 The Company may act as a director of other companies and to manage such companies, which must not necessarily be subsidiaries of the Company.

2.5 The Company may act as general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations or memberships or similar corporate structures.

2.6 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Dénomination.** The Company will have the denomination: "Matterhorn S.à r.l."

**Art. 5. Registered office.**

5.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

5.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 The capital is fixed at fifty thousand Swiss Franc (CHF 50,000.00) represented by fifty thousand (50,000) shares of one Swiss Franc (CHF 1.00) each.

6.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

6.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision need not allocate any amount contributed to the contributor.

6.4 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6.8 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits in direct proportion to the number of shares in existence.

6.9 - Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.10 - Transfer of shares

6.10.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.10.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

6.10.3 Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

6.10.4 Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

6.11 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

**Art. 7. Management.**

7.1 - Appointment and removal

7.1.1. The Company is managed by one or more managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.1.2 If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. In such event there shall be two (2) classes of managers in the Company as follows: (i) one class of A managers; and (ii) one class of B managers.

7.1.3 The manager(s) is/are appointed by the general meeting of shareholders and may be revoked ad nutum by the same.

7.2 - Committees

The board of managers can establish committees, composed by members, who may, but are not required to, be managers of the Company, and whose powers and duties shall be determined by the board of managers. In particular, the board of managers can establish an audit committee, a compensation committee and a capex/investment committee.

7.3 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

#### 7.4 - Representation and signatory power

7.4.1. Subject to the provisions of Article 7.3 below, in dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

7.4.2 The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of and only of a class A manager and a class B manager.

7.4.3 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

7.4.4 The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### 7.5 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

7.5.1 The board of managers may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.5.2 The resolutions of the board of managers shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

7.5.3 Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any manager.

7.5.4 The board of managers can deliberate or act validly only if at least a double majority of (i) the class A managers is present or represented and (ii) the managers regardless of the respective class such managers belong to is present or represented at the meeting of the board of managers.

7.5.5 In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a double majority of (i) the votes of the class A managers present or represented and (ii) the managers present or represented at such meeting regardless of the respective class such managers belong to.

7.5.6 Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

7.5.7 Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 7.6 -Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

### **Art. 8. General shareholder's meeting.**

8.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 9. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15<sup>th</sup> of the month of May, at 2.45 pm. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of managers, exceptional circumstances so require.

**Art. 10. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five, the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

**Art. 11. Fiscal year - Annual accounts.**

11.1 - Fiscal year

The Company's fiscal year starts on the 1<sup>st</sup> day of January and ends on the 31<sup>st</sup> day of December of the same year.

11.2 - Annual accounts

11.2.1 Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200.

**Art. 12. Distribution of profits.**

12.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

12.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

**Art. 13. Dissolution - Liquidation.**

13.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

13.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

13.3 After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions as set out under article 12.

**Art. 14. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

*Transitory provision*

The first financial year starts on this date and ends on 31 December 2012.

*Subscription and Payment*

All the shares have been fully subscribed and entirely paid up in cash by "Apax Europe VII Nominees Ltd", prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of fifty thousand Swiss Franc (CHF 50,000.00), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro.

*Resolutions of the sole partner*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 41, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Geoffrey HENRY, chartered accountant, born on 5 May 1972 in Chênée, Belgium, with professional address at 41, Boulevard du Prince Henri, L1724 Luxembourg, as class A manager;

- Mrs. Linda HARROCH, lawyer, born on 10 May 1973 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 22-24 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, as class A manager;

- Mrs. Isabelle PROBSTEL, director of companies, born on 30 January 1969 in Nancy, France, residing at Possartstraße 11, Kopernikusstraße, 81679 München (Bogenhausen), Germany, as class B manager;

- Mr. Francisco MENJIBAR, born on October 10, 1980 in Saragossa, Spain, residing at 33, Jermyn Street -London, SW1Y 6DN, United Kingdom, as class B manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le dix-sept février.

Par-devant Nous Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

#### **A COMPARU:**

“Apax Europe VII Nominees Ltd”, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Royaume Uni, ayant son siège social au 33 Jermyn Street, SW1Y 6DN Londres, Royaume Uni, immatriculée auprès de Companies House sous le numéro 06599576, ici représentée par Madame Linda Harroch, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 15 février 2012.

La procuration, signée ne varietur par la mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

#### **Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale.**

1.1 Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après “la Société”), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après “la Loi”), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après “les Statuts”), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

#### **Art. 2. Objet social.**

2.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

2.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

2.3 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe ainsi qu'à toute autre entité qui investit ou qui investira dans des sociétés affiliées ou des sociétés du groupe et à toute autre entité à laquelle elle s'intéresse, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.4 La Société peut agir en tant qu'administrateur d'autres sociétés et administrer de telles sociétés, qui ne devront pas nécessairement être des filiales de la Société.

2.5 La Société pourra agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société adopte la dénomination: “Matterhorn S.à r.l.”.

#### **Art. 5. Siège social.**

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

5.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

#### **Art. 6. Capital social - Parts sociales.**

6.1 Le capital social de la Société est fixé à cinquante mille francs suisses (50.000,00 CHF) représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales, d'une valeur d'un franc suisse (1,00 CHF) chacune.

6.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions visant à utiliser le Compte de Prime d'Emission doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

6.3 La Société peut, sans restriction, accepter de l'equity ou d'autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de celles-ci et peut inscrire ces contributions sur un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de l'un de ces comptes doivent être prises par les Associé(s) conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts. Pour éviter tout doute une telle décision ne doit allouer aucune des contributions au contributeur.

6.4 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

##### 6.8 - Participation aux profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

##### 6.9 - Indivisibilité des actions

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

##### 6.10 - Transfert de parts sociales

6.10.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.10.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.10.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.10.4 Le transfert de parts sociales doit s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Le transfert ne peut être opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de sa notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

##### 6.11 - Enregistrement de parts

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le Registre des Actionnaires conformément à l'article 185 de la Loi.

#### **Art. 7. Management.**

##### 7.1 - Nomination et révocation

7.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de deux (2) classes de gérants de la manière suivante: (i) une classe de gérants A; et (ii) une classe de gérants B.

7.1.3 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés et est/sont révocable(s) ad nutum.

##### 7.2 – Les Comités

Le conseil de gérance peut établir des comités, composés de membres, qui peuvent, mais ne doivent pas nécessairement être des gérants de la Société, et dont les pouvoirs et obligations seront déterminés par le conseil de gérance. En particulier, le conseil de gérance peut établir un comité d'audit (audit committee), un comité de rémunération (compensation committee) ainsi qu'un comité d'investissement (capex/investment committee).

##### 7.3 – Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

##### 7.4 -Représentation et signature autorisée

7.4.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, chaque gérant aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social sous réserve du respect des termes de l'alinéa 2 du présent article 7.3 ci-dessous.

7.4.2 En cas de gérant unique, la Société peut être engagée par la seule signature du gérant, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de la classe B seulement.

7.4.3 Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.



7.4.4 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.5 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

7.5.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées générales des associés.

7.5.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par le président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposées dans les livres de la Société.

7.5.3 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un gérant.

7.5.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la double majorité des (i) gérants de classe A est présente ou représentée et (ii) des gérants, indépendamment de la classe respective à laquelle ils appartiennent, est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.5.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la double majorité des (i) voix exprimées par les gérants de classe A présents ou représentés et (ii) des gérants présents ou représentés à ladite réunion, indépendamment de la classe respective à laquelle ils appartiennent.

7.5.6 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance. Une telle approbation pourra tenir en ou plusieurs documents séparés.

7.5.7 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

#### 7.6 - Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

### **Art. 8. Assemblée générale des associés.**

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 15<sup>e</sup> jour du mois de mai, à 14.45 heures. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif des gérants, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 10. Vérification des comptes.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, les opérations de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

### **Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.**

#### 11.1 - L'exercice social

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

#### 11.2 - Les comptes annuels

11.2.1 Chaque année, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaires constitué conformément à l'article 200 de la Loi.

#### **Art. 12. Distribution des profits.**

12.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteint dix pour cent (10%) du capital social.

12.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

#### **Art. 13. Dissolution - Liquidation.**

13.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

13.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

13.3 Après paiement de toutes les dettes et de toutes les charges de la Société et des dépenses de liquidation, les produits nets de la liquidation seront distribués aux associés en conformité et en vue de parvenir sur une base globale au même résultat économique que suite à l'application des règles de distribution existantes pour les distributions de dividendes tel que mentionné à l'article 12.

**Art. 14. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin le 31 décembre 2012.

#### *Souscription et libération*

"Apax Europe VII Nominees Ltd", prénommée, a souscrit l'ensemble des cinquante mille (50.000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de cinquante mille francs suisses (50.000,00 CHF) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Frais*

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille cinq cents euros.

#### *Résolutions de l'associé unique*

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 41, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Geoffrey HENRY, expert comptable, né le 5 mai 1972 à Chênée, Belgique, résidant professionnellement au 41, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A;
  - Madame Linda HARROCH, avocat, née le 10 mai 1973 à Casablanca, Maroc, résidant professionnellement au 22-24 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A;
  - Madame Isabelle PROBSTEL, gérant de sociétés, né le 30 janvier 1969 à Nancy, France, résidant à Possartstraße 11, Kopernikusstraße, 81679 Munich (Bogenhausen), Allemagne, en tant que gérant de catégorie B;
  - Monsieur Francisco MENJIBAR, né le 10 octobre 1980 à Saragosse, Espagne, demeurant au 33, Jermyn Street, Londres, SW1Y 6DN, Grande-Bretagne, en tant que gérant de catégorie B.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: L. HARROCH, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 24 février 2012. Relation: EAC/2012/2557. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012027658/425.

(120035884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2012.

---

**Helios Energy Solutions (HES) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 157.812.

Hiermit kündigen wir unser Mandat als alleiniges Verwaltungsratsmitglied der Helios Energy Solutions (HES) S.A. (R.C. B157812 Luxembourg) mit sofortiger Wirkung.

MMS Mercury Management Services S.A.

Vertreten durch Götz Schöbel

Hiermit kündigen wir unser Mandat als Kommissar der Helios Energy Solutions (HES) S.A. (R.C. B157812 Luxembourg) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 21.02.2012.

LCG International A.G.

Unterschrift

Vögele -Verwaltungsratsvorsitzender-

Référence de publication: 2012031395/17.

(120040946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**HSBC Multi Index Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 63.832.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 novembre 2011*

En date du 29 novembre 2011, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Emmanuel Babinet en tant qu'Administrateur avec effet au 15 novembre 2010.
- de ratifier la cooptation de Monsieur Didier Deleage en tant qu'Administrateur avec effet au 15 novembre 2010, en remplacement de Monsieur Emmanuel Babinet, démissionnaire.
- de renouveler les mandats de Monsieur Didier Deleage, de Monsieur Richard Long, de Monsieur Jean-François Schmitt et de Madame Sylvie Vigneaux en qualité d'Administrateurs, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2012.

Luxembourg, le 12 mars 2012.

Pour HSBC Multi Index Funds

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2012031410/17.

(120040973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Hi-Q Labs, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, rue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 129.298.

EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 04.02.2011

Il a été décidé:

1\* L'assemblée constate qu'en vertu d'une cession de parts sociales sous seing privé en date du 24 février 2011, Madame Odile HUTEREAU a cédé ses cinquante (50) parts sociales à Monsieur Michel STEIL.

2\* L'assemblée décide de transférer l'adresse du siège social vers L-1750, Luxembourg, 4-6 Rue Victor HUGO.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 06.12.2011.

Référence de publication: 2012031396/15.

(120041380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Highland Ent VII- PRI (1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 18.434,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 146.568.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 13 février 2012 que le siège social de la Société a été transféré au 6, rue Guillaume Schneider à L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2012.

Référence de publication: 2012031398/13.

(120041155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

**Homerica Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.934.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2012.

Homerica Investments S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Référence de publication: 2012031400/14.

(120041260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

**HMA-Constructions et Toiture, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3831 Schifflange, 2, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 120.773.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 faisant l'objet du rectificatif ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 24/02/2011 sous la référence L110033345

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031405/12.

(120040873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

**Helma Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7220 Walferdange, 49, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 125.913.

Gemäss der ausserordentlichen Generalversammlung sowie eines Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft vom 9. November 2011 folgt, dass:

1. Herr Stephan Wissel als Mitglied des Verwaltungsrats und geschäftsführender Verwaltungsrat zurückgetreten ist;
2. Herr Rolf Köster, wohnhaft in D-30938 Burgwedel, Breslauer Strasse 21, als neues Mitglied des Verwaltungsrats ernannt wurde. Sein Mandat endet am Tag der Generalversammlung, die im Jahre 2012 stattfindet;
3. Herr Rolf Köster, wohnhaft in D-30938 Burgwedel, Breslauer Strasse 21, auf unbestimmte Zeit zum Delegierten des Verwaltungsrats (administrateur délégué) ernannt wurde.

Référence de publication: 2012031403/14.

(120041381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

**HMA-Constructions et Toiture, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3831 Schifflange, 2, rue Dicks.  
R.C.S. Luxembourg B 120.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 mars 2012.

Référence de publication: 2012031406/10.

(120040874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Holding Lease Groupe SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 148.783.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HOLDING LEASE GROUPE S.A.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2012031407/11.

(120041146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**IFP Investment Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 126.554.

*Extrait des résolutions des actionnaires prises en date du 13 décembre 2011*

Les actionnaires de la Société ont décidés en date du 13 décembre 2011:  
d'accepter la démission de Monsieur Paolo Vinciarelli en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031414/11.

(120041173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Hydra Finance et Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 110.489.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012031411/10.

(120041119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Industrial Re S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 36.702.

*Extraits du Procès verbal du Conseil d'administration février 2012*

- Le siège social de la société est transféré avec effet immédiat du 534 rue de Neudorf, L - 2220 Luxembourg au 23 avenue Monterey, L - 2163 Luxembourg.

- Le mandat de Aon Captive Services Group (Europe), délégué à la gestion journalière est abrogé avec effet immédiat.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2012031417/13.

(120040860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Jack Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.  
R.C.S. Luxembourg B 80.197.

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031422/9.

(120040919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Jack Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.  
R.C.S. Luxembourg B 80.197.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031423/9.

(120040940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**LuxCo 92 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 143.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2012.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2012031441/13.

(120040885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Jack Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 80.197.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031424/9.

(120040956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Jack Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 80.197.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012031426/9.

(120040966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Keros S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 162.201.

EXTRAIT

Conformément à l'article 2 des statuts, l'unique administrateur de la société KEROS S.A. a pris, en date du 1<sup>er</sup> mars 2012, la décision de transférer le siège social à l'adresse suivante:

L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur

Luxembourg, le 12 mars 2012.

Référence de publication: 2012031429/12.

(120040703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Kolissane Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 83.323.

---

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour KOLISSANE HOLDING S.A.-SPF*

Société anonyme de gestion de patrimoine familial

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2012031430/14.

(120041274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**L'atelier d'ORéliArt, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 3, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 147.210.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012031431/10.

(120041340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Lombard Odier Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 25.301.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Lombard Odier Funds*

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

Référence de publication: 2012031435/11.

(120040808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Lombard Odier Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 71.379.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Lombard Odier Selection*

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

Référence de publication: 2012031436/11.

(120040972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Luxnetwork Telecom, Société Anonyme.**

Siège social: L-9907 Troisvierges, 22, route d'Asselborn.

R.C.S. Luxembourg B 150.956.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012031452/10.

(120041258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Luxnetworks Telecom S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-9907 Troisvierges, 22, route d'Asselborn.

R.C.S. Luxembourg B 150.953.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012031453/10.

(120041259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Genesis Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 3.095.416,35.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 136.748.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 13 février 2012*

L'associé unique, Genesis Group Company Limited, a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Andreas Demmel avec effet au 14 février 2012 est acceptée, et Monsieur Jens Höllermann, employé privé, né le 26 juillet 1971, à Oberhausen, Allemagne, résidant professionnellement 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg est nommé en qualité de gérant, avec effet au 14 février 2012 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Madame Esther Raudszus, Manager;
- Monsieur Jens Höllermann, Manager.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Genesis Group S.à r.l.*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012031658/20.

(120040964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2012.

---

**Videma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 113.353.

*Extrait de résolution du Conseil d'Administration du 08.03.2012*

Le Conseil d'Administration de la société VIDEMA S.A. réunis le 08.03.2012 au siège social, ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Transfert du siège social au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg.

Le siège social de l'administrateur FIDUCIAIRE DI FINO & ASSOCIES S.à r.l. a été transféré au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg.

L'adresse du commissaire aux comptes M. Luca DI FINO a été transféré au 6, Boulevard Pierre Dupong, L-1430 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 08.03.2012.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2012032095/18.

(120041729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2012.

---